



INTERNATIONALE de l'EDUCATION 2006

www.ei-ie.org

Ensemble, les enseignants font la différence!

EDUCATION POUR TOUS VIH ET SIDA

La réponse des syndicats d'enseignants

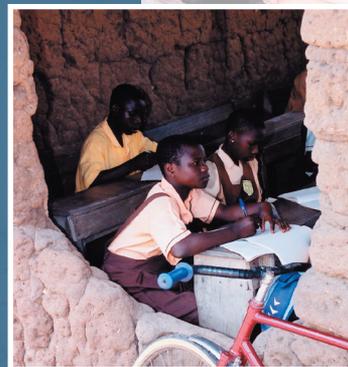


TABLE DES MATIERES

PREFACE	2
SYNTHESE	4
I. PRESENTATION DU PROGRAMME EPT/SIDA DE L'IE	6
1. Les programmes qui ont forgé le programme combiné de l'IE	6
Le programme sur l'Education Pour Tous (EPT)	6
Le programme pour la prévention du VIH/SIDA	6
2. Le point sur les problématiques	8
2.1 Education Pour Tous: le point de vue des syndicats d'enseignants	
EPT et démocratie	8
EPT et qualité de l'éducation	8
EPT et privatisation	9
EPT et parité des sexes	10
EPT et financement	10
EPT et conditions de service	11
EPT et alliances	11



2.2 Le VIH/SIDA et le secteur de l'éducation	
L'impact du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation	13
Les syndicats d'enseignants et la prévention du VIH/SIDA	13
3. EPT et VIH/SIDA: Un lien indéniable	14
Pourquoi regrouper l'EPT et la prévention du VIH/SIDA?	14
Comment fonctionnera le programme EPT/SIDA?	14
II. REALISATIONS DES PROGRAMMES DE L'IE : LA CLE DU SUCCES 16	
1. Le programme pour la prévention du VIH/SIDA	18
Evaluation	18
La force du partenariat	18
Le VIH/SIDA en première ligne des préoccupations syndicales..	19
Le Livre d'exercices à l'usage des enseignants	19
La stratégie de formation: le modèle en cascade	20
2. Le programme sur l'Education Pour Tous	22
La contribution des syndicats: indicateurs de réussite	22
Les syndicats et les politiques d'éducation.	22
III. THEMES PREOCCUPANTS A L'ECHELLE MONDIALE:	26
1. Education Pour Tous: Qui paie la facture?	26
2. Partenariats mondiaux pour l'éducation au VIH/SIDA	28
IV. ETUDES DE CAS :	
DES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS QUI FONT LA DIFFERENCE 30	
1. Investissement personnel et motivation pour lutter contre le VIH/SIDA – GTU Guyane	30
2. Lutter contre le VIH/SIDA et réaliser l'EPT – ZNUT Zambie	32
3. Octroyer une éducation à tous les enfants – EER et SNEP Rwanda	34
4. Rendre les écoles attrayantes et pertinentes – PRTU Inde	36
ANNEXES	38
1. Glossaire EPT-VIH/SIDA	38
2. Liste des syndicats impliqués dans les programmes de l'IE	40

PREFACE

Aider les syndicats d'enseignants à répondre aux défis sociaux

Qui aurait imaginé, il y a dix ans, que les gouvernements et les fonctionnaires de l'OMS mettraient publiquement à l'honneur la contribution des syndicats d'enseignants dans la lutte contre le VIH et le SIDA? On entend effectivement souvent dire que *"Les syndicats d'enseignants font véritablement la différence grâce aux programmes de prévention du VIH/SIDA"*.

"Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais l'analyse des syndicats de la situation nationale en matière d'éducation aide le gouvernement à formuler des recommandations pour l'élaboration de politiques dans ce domaine", a déclaré le ministre de l'Éducation du Niger lors d'une rencontre avec des représentants de syndicats d'enseignants sur l'initiative nationale d'Éducation Pour Tous (EPT).

Pendant longtemps, les demandes salariales et les conditions de travail des

personnels d'éducation constituaient les préoccupations dominantes des syndicats d'enseignants. Bien entendu, ces questions sont toujours d'actualité. Néanmoins, bon nombre d'organisations se sont rendu compte qu'il fallait élargir leurs domaines d'action et accorder plus de considération aux politiques d'éducation, notamment celles concernant les questions relatives à l'accès et à la qualité de l'éducation, au fossé entre les sexes, à l'importance de l'éducation, à la formation des enseignants, aux responsabilités, etc. De plus en plus, il est rappelé aux syndicats d'enseignants que participer aux débats sur la qualité de l'éducation et la réalisation des objectifs de l'EPT, fait partie intégrante de leur travail syndical quotidien.

L'Internationale de l'Éducation (IE) soutient les efforts de ses affiliés dans les pays en développement pour être pleinement associés aux décisions sur l'éducation. L'IE



leur apporte une assistance en matière de formation, de conseil et d'expertise. Le nouveau programme de l'IE sur l'Education Pour Tous et le VIH/SIDA (EPT/SIDA) – qui n'est autre que la continuité de deux programmes bien conçus dans lesquels 36 organisations membres de l'IE dans 25 pays sont actuellement impliquées – permettra de soutenir davantage les syndicats d'enseignants dans les efforts qu'ils engagent pour apporter une contribution significative à leur société. Le programme de l'IE aide les syndicats à créer des passerelles avec les autorités éducatives et à favoriser l'ouverture du dialogue. Par leur participation au programme, les syndicats d'enseignants contribueront à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement qui portent tant sur l'EPT que sur la lutte contre le VIH/SIDA. Ainsi, en travaillant dans ces deux domaines d'action les syndicats renforcent leur action, comme nous l'analyserons plus amplement dans le chapitre I. 3.

Les fonctionnaires gouvernementaux et les représentants des communautés donatrices ont également pris conscience que l'implication des enseignants et de leurs syndicats dans les politiques d'éducation concourait à leur succès. Les syndicats d'enseignants sont profondément enracinés au niveau local. De fait, ce sont des acteurs incontournables pour aider les décideurs à formuler des politiques de développement pertinentes.



Fred van Leeuwen
Secrétaire général

Education Pour Tous & VIH et SIDA: La réponse des syndicats d'enseignants

Afin de mieux répondre aux besoins des représentants d'enseignants dans le monde, l'IE et ses partenaires ont décidé de fusionner deux programmes-clés de formation, portant sur l'Education Pour Tous et sur la prévention du VIH et du SIDA en milieu scolaire. Le chapitre I.3. illustre que ces deux questions sont fondamentalement indissociables. En effet, le VIH et le SIDA sont des obstacles à la réalisation de l'Education Pour Tous alors que l'absence même d'éducation concourt à la propagation de l'épidémie.

Le premier chapitre de cette brochure présente chacun des programmes de l'IE – sur l'EPT et sur le VIH/SIDA - et souligne les raisons pour lesquelles l'IE a choisi de les combiner en 2006. Le chapitre II met en lumière les accomplissements des deux programmes à ce jour puisqu'ils sont à la base du nouveau programme commun. Le chapitre III met en exergue les succès et les échecs des politiques sur l'EPT ainsi que l'impact du VIH et du SIDA sur les personnels d'éducation. Le chapitre IV illustre la manière dont quatre syndicats d'enseignants ont réussi à toucher les enseignants et les enfants grâce à la mise en œuvre des programmes EPT et VIH/SIDA de l'IE.

Depuis 2002, les syndicats d'enseignants de 11 pays mettent en œuvre le programme de l'IE sur l'Education Pour Tous (EPT). Ce programme vise à renforcer la capacité des syndicats d'enseignants à réaliser les objectifs de l'EPT afin qu'ils deviennent des partenaires respectés et incontournables de ce processus. Le programme de l'IE propose une approche syndicale globale qui couvre quatre domaines d'action: le développement de politiques, la recherche, le plaidoyer et la formation. Le programme est essentiellement axé sur le développement de politiques et s'applique à consolider l'influence des syndicats d'enseignants dans les questions d'éducation, par le biais d'une réponse aux mesures gouvernementales en vigueur ou par des propositions syndicales dans ce domaine.

Le programme de l'IE pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire fut quant à lui lancé en 2001. Ce programme mis en œuvre dans 17 pays en Afrique, en Amérique Latine et dans les Caraïbes, se concentre sur l'acquisition de compétences en vue de permettre aux enseignantes et enseignants et aux élèves d'éviter l'infection au VIH. En quatre ans, le programme a



permis de former plus de 133.000 enseignants dans 25.000 écoles.

Ces deux programmes de l'IE ont chacun remporté des succès incontestables et ont été largement vantés par les syndicats d'enseignants chargés de leur mise en œuvre, par les ministères de l'Education et de la Santé des pays impliqués, ainsi que par les agences donatrices. Le chapitre II de cette brochure, met en exergue les points forts et les réalisations concrètes de ces deux programmes. Ce chapitre détaille notamment les résultats de l'évaluation indépendante, commissionnée par les Centres de contrôle et de prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention - CDC) et qui, publiée en avril 2005, a démontré l'impact décisif du programme pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire.

Le nouveau programme EPT/SIDA de l'IE, qui a débuté en 2006, s'appuie sur les atouts majeurs de chacun des deux programmes déjà existants de l'IE, c'est-à-dire le développement de politiques nationales pour le programme EPT et la mobilisation des enseignants à l'échelle nationale

pour le programme de prévention du VIH/SIDA.

Le programme EPT/SIDA met à profit les relations, la crédibilité et les atouts consolidés tout au long de ces années, afin de donner à 36 syndicats d'enseignants dans 25 pays les outils nécessaires pour répondre efficacement aux défis de l'EPT et du VIH/SIDA et pour réaliser les trois objectifs du programme, qui sont: 1. la prévention des nouvelles contaminations au VIH parmi les enseignants et les élèves; 2. le renforcement des capacités des syndicats d'enseignants à influencer sur les politiques EPT; et, 3. la réduction de l'impact négatif du VIH et du SIDA sur les objectifs de l'EPT.

Sans perdre de vue les objectifs principaux, le nouveau programme traite également d'autres thèmes satellites dont la création d'un environnement scolaire sain et sûr pour tous, l'accompagnement psychologique, le dépistage volontaire et le traitement, la stigmatisation et la discrimination.

Le chapitre III évoque le contexte global dans lequel les syndicats d'enseignants sont amenés à travailler. En effet, s'il est parfaitement légitime

pour les syndicats de réclamer une éducation publique de qualité pour tous les enfants, encore faut-il que des financements soient dégagés pour ce secteur. De même le travail de prévention au VIH/SIDA mené par les syndicats d'enseignants dans les écoles prend tout son sens s'il s'inscrit dans une démarche nationale et même globale concertée de tous les acteurs sociaux.

Le dernier chapitre de cette brochure présente le travail de quatre syndicats d'enseignants qui font véritablement la différence dans leur pays. Ainsi, cette section souligne leur contribution en faveur de l'éducation des enfants défavorisés notamment en Andhra Pradesh, en Inde ou encore leur implication, comme au Rwanda, pour maintenir les enfants à l'école afin de leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires à la prévention du VIH et du SIDA. En outre, cette dernière partie propose un témoignage de la coordinatrice VIH/SIDA en Guyane sur son engagement et sa motivation à mettre en œuvre le programme de l'IE. Une section est également consacrée à l'impact du VIH/SIDA en Zambie. Nul doute que tous les lecteurs trouveront là une source d'inspiration encourageante.

I. PRESENTATION DU PROGRAMME EPT/SIDA DE L'IE

1. Les programmes qui ont forgé le programme combiné de l'IE

Le programme sur l'Education Pour Tous (EPT)

De 2002 à 2006, l'IE a mis en œuvre un programme sur l'EPT avec des syndicats d'enseignants dans 11 pays¹. Ce programme a pu être réalisé grâce au soutien du gouvernement des Pays-Bas et de la Confédération syndicale néerlandaise FNV. Ce programme visait à renforcer la capacité des syndicats d'enseignants à réaliser les objectifs de l'EPT et à les aider à devenir des partenaires respectés et incontournables de ce processus.

Les objectifs du programme EPT étaient de:

- **Développer** une coopération nationale entre syndicats d'enseignants et autres ONG impliquées;
- **Etablir** une coopération sous-régionale entre syndicats d'enseignants basée sur l'échange d'expertise et le développement de politiques.
- **Encourager** chaque syndicat à développer, publier et présenter des documents de discussions centrés sur le renforcement de l'engagement des membres dans la formulation de leur point de vue sur l'EPT;
- **Engager** une consultation régulière entre les syndicats d'enseignants et le gouvernement.

Ce programme proposait une approche syndicale globale qui couvrait quatre domaines d'action

principaux: le développement de politiques, la recherche, le plaidoyer et la formation. Le programme était essentiellement axé sur le développement de politiques et visait à renforcer l'influence des syndicats d'enseignants dans les questions d'éducation, par le biais d'une réponse aux mesures gouvernementales en vigueur ou par des propositions syndicales dans ce domaine.

Les programmes des syndicats d'enseignants variaient en fonction des priorités nationales concernant les politiques sur l'EPT. Ainsi, les syndicats impliqués dans le programme au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont choisi de se concentrer sur *"des enseignants de qualité pour parvenir à une éducation de qualité"*; ceux du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda ont choisi *"le développement de politiques et les conditions de travail des enseignants"*. En Ethiopie les syndicats accentuent la nécessité d'établir une relation de travail avec le gouvernement; au Pérou, en Equateur et en Bolivie, ils se concentrent sur le financement de l'éducation, alors qu'en Inde, ils mettaient l'accent sur les questions liées à l'abandon scolaire.

En d'autres termes, les politiques nationales sur l'EPT, le contexte de l'éducation nationale et la position du syndicat sont des facteurs qui déterminaient la réponse du syndicat et ses priorités en matière d'EPT.

Le programme de prévention du VIH/SIDA

En 2001, l'IE, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Education Development Center (EDC), a commencé la mise en œuvre d'un programme pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire dont les objectifs étaient les suivants:

- **Prévenir** l'infection au VIH et aux autres infections sexuellement transmissibles (IST) parmi les enseignants, en les dotant des connaissances et des compétences nécessaires pour adopter des comportements sexuels responsables;
- **Former** des enseignants pour plaider en faveur d'une éducation à la santé axée sur l'acquisition de compétences et centrée sur la prévention du VIH et des IST et pour combattre la discrimination qui en découle;
- **Protéger** les élèves contre le VIH et les IST en les dotant des connaissances et des compétences nécessaires pour adopter des comportements sexuels responsables.

Le caractère très personnalisé du programme EPT contrastait avec la nature plus uniforme du programme de prévention du VIH/SIDA. Ce dernier consistait en effet à toucher le plus grand nombre d'enseignants dans le plus d'écoles possibles et

¹ Bolivie, Burkina Faso, Equateur, Ethiopie, Inde, Kenya, Mali, Niger, Ouganda, Pérou et Tanzanie



ce, dans la limite des ressources existantes. Au 31 décembre 2005 le programme avait permis de former plus de 133.000 enseignantes et enseignants dans près de 25.000 écoles.

Bien que les syndicats adoptent des méthodes de travail différentes pour réaliser les objectifs du programme, le message de base est le même pour tous: avoir recours à des activités interactives axées sur l'acquisition de compétences afin de prévenir de nouvelles contaminations au VIH et plaider en faveur de l'éducation au VIH/SIDA. Même s'il n'existe pas de modèle opérationnel type, les syndicats disposent tous d'un matériel de référence analogue en vue de former les enseignants de leur pays. Il s'agit du **Livre d'exercices pour la prévention du VIH à l'usage des enseignants**, dont des milliers d'exemplaires ont déjà été distribués aux syndicats impliqués dans le programme de l'IE.

A l'instar d'autres efforts de prévention axés essentiellement sur la transmission de connaissances de bases et sur la diffusion de messages, le programme de l'IE met l'accent sur l'acquisition de compétences pour aider les enseignants et les élèves à éviter l'infection au VIH.

Ce programme était conduit par l'IE en partenariat avec l'OMS et EDC et en collaboration avec la FNV et

l'UNESCO. 26 affiliés de l'IE dans 17 pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes mettaient en œuvre le programme pour la prévention du VIH/SIDA².



Plus de la moitié de la population enseignante formée en Guinée fin 2005

Depuis 2002, les deux syndicats d'enseignants affiliés à l'IE, la FSPE et le SLECG assurent conjointement la mise en œuvre du programme sur la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire. Ensemble, ils ont créé un Comité de pilotage composé de représentants de chaque syndicat ainsi que d'officiels des ministères de l'Éducation et de la Santé. Grâce à leur stratégie de formation (le modèle en cascade), le travail de l'Intersyndicale FSPE/SLECG gagne toujours plus de terrain. Ainsi, d'ici la fin 2005, le pays comptera 17.280 enseignants formés répartis dans près de 2.160 écoles. Ce chiffre notable représente plus de la moitié de la population enseignante totale recensée en Guinée.

"Mon expérience dans le domaine de la coopération au développement est largement centrée sur les politiques gouvernementales et sur la mise en œuvre de projets au sein des communautés. Au fil des années, j'ai beaucoup appris sur les syndicats d'enseignants - leurs inquiétudes, leur fonctionnement - ainsi que sur la solidarité. Ce qui me frappe avec les syndicats d'enseignants c'est qu'ils soutiennent une position nationale qui est ancrée dans les réalités locales. J'ai désormais conscience que les syndicats d'enseignants font partie intégrante du développement. L'éducation étant l'épine dorsale d'une nation, les syndicats d'enseignants sont des acteurs incontournables pour initier tout changement destiné à combattre le SIDA."

Scott Pulizzi, Directeur de projet, Education Development Center (EDC)

²Botswana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guyane, Haïti, Lesotho, Malawi, Mali, Namibie, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie and Zimbabwe



2. Le point sur les problématiques

"J'ai toujours pensé que l'EPT relevait des gouvernements et des organisations internationales. Mais je me suis aperçue que l'EPT est une question fondamentale pour nous, les syndicalistes. En fait, ne pas s'impliquer dans l'EPT reviendrait à ne pas saisir une opportunité."

Teresa Bolanos de UNE en Equateur

2.1 Education Pour Tous: la perspective des syndicats d'enseignants

Les enseignants jouent un rôle essentiel dans le combat pour une éducation publique de qualité. Après tout, ce sont eux qui sont chargés de la dispenser. Il est fondamental d'impliquer les enseignants et leurs syndicats dans l'élaboration de politiques nationales d'éducation afin que l'EPT se réalise pleinement. Bien que depuis Dakar et jusqu'à 2015 plus d'un tiers du temps se soit déjà écoulé, l'IE et les syndicats d'enseignants à l'échelle nationale demeurent engagés dans la réalisation des objectifs de l'EPT. Les leçons tirées au cours des dernières années doivent être mises à profit afin d'améliorer les stratégies et les campagnes dans ce domaine.

EPT et démocratie

L'IE et ses affiliés considèrent que l'Education Pour Tous a davantage de chances d'être atteinte dans un environnement où syndicats et ONG sont autorisés à

participer à l'élaboration des politiques d'éducation nationale par le biais de mécanismes démocratiques, tels que la consultation et la négociation. Le Cadre d'action de Dakar stipule clairement que les gouvernements doivent consulter la société civile, et spécifiquement les syndicats d'enseignants.

Presque toutes les déclarations gouvernementales sur l'EPT renvoient à la nécessité d'impliquer la société civile. Toutes insistent sur l'importance de consulter les parents, les enseignants et les communautés dans leur ensemble. En Tanzanie, le gouvernement souligne que *"les enseignants sont des acteurs clés pour améliorer la qualité de l'apprentissage"*. Il s'agit là d'une observation encourageante à condition que les enseignants soient invités à participer au processus de consultation démocratique. Les syndicats d'enseignants doivent être consultés et leurs recommandations doivent être prises en considération.

Il convient donc que les syndicats rappellent aux autorités éducatives de leur pays que le Cadre d'action de Dakar stipule l'adoption de mesures en vue de *"faire en sorte que la société civile s'investisse activement dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi de stratégies de développement de l'éducation."*

Toutefois, de par le monde, les syndicats sont les témoins de la lenteur des gouvernements ou de leur

incapacité à mettre en pratique leurs engagements. Bien qu'un nombre grandissant de pays organise des élections parlementaires, beaucoup de gouvernements pensent que gagner des élections est un gage d'impunité qui leur permet d'agir comme bon leur semble, sans plus de consultation préalable avec leur électeur. L'IE est convaincue que pour fonctionner pleinement, une démocratie doit être dotée d'une population bien éduquée.

Dans certains pays, les engagements du Cadre d'action de Dakar sont réduits à un simple échange d'opinions pratiqué à la demande et qui intervient souvent trop tard dans le processus. Les syndicats affiliés à l'IE jugent cette situation inappropriée: ils souhaitent être impliqués dès le commencement dans les phases de planification et de développement. Ils considèrent qu'un tel procédé constitue un principe essentiel de "bonne gouvernance". Bien que des progrès dans ce sens soient à noter, il reste encore beaucoup à faire.

EPT de qualité

L'IE et ses affiliés estiment que seule une éducation publique de QUALITE sera porteuse de progrès et aboutira à la démocratie et au développement durable. Les objectifs d'Education Pour Tous impliquent des enseignants correctement formés, bénéficiant d'outils et de ressources



adéquates pour dispenser une éducation de qualité. La qualité entraîne une réduction des abandons scolaires et renforce le sentiment de satisfaction des enseignants à l'égard de leur métier.

Aujourd'hui il y a une obsession malsaine pour la QUANTITE au détriment de la qualité. La plupart des pays en développement ont traduit leurs engagements en matière d'EPT par une augmentation spectaculaire des taux d'inscription et de rétention scolaires. Les affiliés de l'IE en Tanzanie et au Kenya ont accueilli favorablement les programmes en faveur de l'éducation primaire gratuite qui ont entraîné un accroissement considérable du nombre d'élèves inscrits. Néanmoins, les syndicats ont également constaté que le gonflement significatif des effectifs dans les classes ne s'était pas accompagné d'une hausse pourtant né-



Ecole Nelson Mandela au Burkina Faso – Mission de l'IE en 2004

cessaire, du nombre d'enseignantes et d'enseignants. Le fait que l'EPT soit principalement limitée à la question de l'éducation primaire est également source de grande inquiétude.

La qualité de l'éducation est menacée car des gouvernements, de par le monde, ont diminué les conditions d'entrée dans les établissements en charge de la formation initiale des enseignants; ont réduit la formation préalable des enseignants et ont recours à des enseignants-volontaires.

De plus, des gouvernements ont négligé les conditions de travail des enseignants qualifiés, les poussant ainsi à quitter la profession. Ces gouvernements se sont eux-mêmes fait du tort. Ils vantent peut-être leurs réalisations à court terme mais sur le long terme, les dommages seront considérables.

EPT et privatisation

L'IE et ses affiliés défendent un système scolaire PUBLIC qui garantit à tous les enfants et adolescents un accès égal à l'école. La privatisation engendre l'exclusion, en particulier celle des personnes fragilisées de la société, qui ne peuvent payer des frais de scolarité.

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT élaboré par les agences des Nations Unies fait ressortir la tendance

positive observée à l'échelle internationale concernant les inscriptions scolaires. Les gouvernements nationaux et les organisations donatrices augmentent progressivement leurs investissements dans l'éducation. Ces fonds sont destinés aux systèmes publics d'éducation. L'IE constate qu'en dépit des efforts consentis, la qualité de l'éducation ne s'améliore pas nécessairement. Elle est entravée par des facteurs tels que les classes en sureffectifs et celles divisées en plusieurs niveaux d'enseignement. Ainsi, un nombre grandissant de parents se tournent vers les systèmes éducatifs privés plutôt que publics. L'ironie du sort d'une telle situation vient du fait que certains utilisent la différence de résultats entre écoles publiques et privées, comme un argument de poids pour ébranler davantage le système public d'éducation. Des études récentes ont montré que la soi-disant meilleure réussite scolaire des élèves du privé était davantage imputable au contexte socio-économique des élèves, qu'à des facteurs spécifiquement inhérents aux écoles du secteur privé.

Bien que des études complémentaires à ce sujet s'avèrent nécessaires, de nombreux pays en développement semblent suivre ce modèle d'action. Cette voie conforte la tendance observée vers une décentralisation et une privatisation des services publics. Les affiliés de l'IE déplorent tout développement en ce sens qui affaiblit la cohésion sociale d'un pays et aug-

PRESENTATION DU PROGRAMME EPT/SIDA DE L'IE - 2. *Le point sur les problématiques*

mente le fossé entre les différentes classes sociales. Si cette tendance perdure, l'école publique constituera une solution de dernier recours plutôt qu'une option de premier choix.

EPT et parité des sexes

L'IE et ses affiliés estiment qu'il est inacceptable que les filles et les femmes ne bénéficient pas d'un système d'éducation EQUIVALENT à celui proposé aux garçons. L'IE est engagée dans la promotion de l'égalité des sexes et exige des gouvernements d'atteindre la parité dans l'éducation primaire et secondaire.

Classe en Haïti
- 2003



Le Cadre d'action de Dakar mettait l'accent sur la réalisation des objectifs de l'EPT d'ici 2015. Toutefois, il posait aussi aux pays le défi "d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation primaire et secondaire". Cet objectif n'a pas été atteint. Le Rapport mondial de suivi 2004 était consacré au "genre et EPT: le pari de l'égalité". Ce Rapport montrait qu'en dépit d'efforts notables, de nombreux pays n'ont fait que peu de

progrès dans ce domaine. Les filles continuent de se heurter à de fortes discriminations liées à l'accès à l'école. Près de 60% des pays pour lesquels on dispose de données n'ont pas réalisé la parité entre les sexes; 40% d'entre eux sont peu susceptibles d'atteindre cet objectif d'ici 2015.

L'IE a fermement soutenu l'analyse de la situation présentée dans le Rapport mondial de suivi 2004 sur l'EPT. Néanmoins, l'appel lancé en faveur d'une action plus étendue et plus déterminée n'a pas trouvé l'écho escompté. Il n'y a pas assez de gouvernements disposés à engager les démarches nécessaires en ce sens.

EPT et financement

L'IE et ses affiliés demandent instamment à tous les gouvernements d'augmenter les FONDS alloués à l'éducation. L'IE considère qu'un investissement minimum de 6% du PNB est nécessaire pour garantir un niveau d'éducation acceptable. La communauté internationale devrait s'engager largement sur ce point.

Pourtant il y a des signes d'espoir. En 2005, les gouvernements des pays en développement se sont graduellement rendu compte qu'investir dans l'éducation aurait des retombées économiques positives sur le long terme. La Corée du sud et Singapour sont pointés comme des exemples de réussite.

L'IE observe qu'au cours des cinq dernières années, un nombre encourageant d'initiatives sont à noter en matière de financement de l'éducation. Celles-ci indiquent que la question de l'éducation a su gagner une place au centre des débats politiques et de l'attention publique. Toutefois, il existe un fossé financier considérable entre les besoins réels et les fonds disponibles. L'initiative de financement accélérée (FTI) propose un cadre d'action prometteur mais nécessite encore des investissements conséquents. Plusieurs études ont montré qu'il était difficile d'avoir une vision vraiment précise sur le financement dans le secteur de l'éducation. Il existe de nombreux montages financiers: des DRSP aux SWAP (voir glossaire) en passant par les programmes de l'initiative accélérée et les financements soutenus par les gouvernements ou par des ONG.

L'IE soutient fermement la communauté internationale en adoptant une approche axée sur les pays. Il est primordial de pouvoir suivre le mouvement des flux financiers destinés à l'éducation. La transparence absolue de toutes les opérations de financement est un premier pas. Une telle démarche contribuerait à atteindre l'EPT.

La corruption dans l'éducation est également une menace réelle pour l'EPT. Elle se manifeste sous différentes formes dont le détournement de fonds publics ou de ceux alloués par des donateurs pour la construction d'écoles, l'achat de matériel pédagogique, le non-respect des règles d'adjudication et des critères



d'accréditation des établissements, le versement de pots-de-vin par les parents pour garantir les bons résultats de leurs enfants et leur réussite aux examens, le favoritisme et le népotisme dans la gestion et l'attribution des postes, etc. En 2004, l'IE a adopté une résolution pour alerter les syndicats d'enseignants sur les questions liées à la mauvaise gestion et à la corruption dans l'éducation. En 1998, l'IE avait également ratifié une Déclaration sur l'éthique professionnelle appelant les enseignants à aider les étudiants à développer des valeurs essentielles conformes aux droits humains.

L'IE travaille étroitement avec *Transparency International* (TI) à la collecte de données destinées au Rapport mondial sur la corruption publié par TI.

EPT et conditions de service

L'IE et ses affiliés sont convaincus que seuls des enseignants ayant reçu une formation adéquate peuvent servir convenablement les intérêts des élèves. L'enseignement est une PROFESSION, et non du volontariat. Les enseignants méritent un salaire. Une rémunération décente permet de garder les enseignants motivés et dévoués à leur profession. Une éducation de qualité sera d'autant mieux assurée que l'environnement scolaire est propice à l'apprentissage et à l'enseignement.

Aujourd'hui il y a une tendance grandissante à vouloir ébranler la profession enseignante. Le niveau des qua-

lifications d'entrée a été revu à la baisse et la durée de la formation préalable a été réduite. Au Guatemala, un tiers des enseignants est sous contrat temporaire. Au Niger, 60% des enseignants sont des "volontaires". Des centaines de milliers d'enseignants perçoivent leur salaire avec des mois de retard. La République centrafricaine détient le record dans cette catégorie, avec des retards de paiement sur les salaires allant jusqu'à trois ans. En outre, pour bon nombre d'enseignants, les salaires perçus ne leur permettent pas de vivre: ils sont donc contraints de trouver un second, voire un troisième emploi pour pouvoir joindre les deux bouts.

Des investissements dans l'éducation pourraient s'avérer inutiles si les personnels d'éducation sont découragés et démotivés. Plus de 50% des enseignants sud-africains admettent vouloir renoncer à leur profession. Plus de 10.000 enseignants quittent chaque année les pays du Commonwealth pour aller travailler au Royaume Uni. La majorité des enseignants de Tanzanie déclarent qu'ils ne recommanderaient pas à leurs enfants de choisir l'enseignement comme profession.

Tous ces exemples sont l'illustration d'une situation dangereuse. L'IE et ses affiliés sont convaincus qu'une éducation de qualité nécessite l'expertise et la motivation des personnels travaillant dans ce secteur. Et cette motivation implique des conditions d'emploi décentes.

EPT et alliances

L'IE et ses affiliés ont mis en place des alliances internationales et nationales avec des organisations représentant les syndicats, les parents et les élèves. A l'échelle internationale, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) réclame des instances intergouvernementales et institutions financières l'augmentation des ressources en faveur de l'EPT. Au niveau national, les affiliés noueront des alliances avec les partenaires qui défendent sans équivoque l'objectif d'une EDUCATION PUBLIQUE DE QUALITE POUR TOUS.

Des progrès sont réalisés et des liens se consolident entre le mouvement syndical et la société civile, aux niveaux international et national. Des alliances mettant l'accent sur les politiques EPT se forment. Les syndicats et les organisations de la société civile se rencontrent dans le but de développer des stratégies pour lutter contre le travail des enfants. Des syndicats et des ONG œuvrent conjointement en vue de combattre la pandémie du VIH/SIDA. Dans le cadre des préparatifs des réunions du G8 et autres rencontres internationales, ces alliances s'avèrent utiles et efficaces. Cette fructueuse coopération a permis de placer les questions de l'éducation au centre des débats. Bien que des progrès considérables soient à noter, les syndicats et les organisations de la société civile sont encore confrontés à d'importants défis.

PRESENTATION DU PROGRAMME EPT/SIDA DE L'IE - 2. *Le point sur les problématiques*

2.2 Le VIH/SIDA et le secteur de l'éducation

L'impact du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation

“Dans l'enseignement, on ne peut plus faire comme si de rien n'était. Le secteur de l'éducation ne sera plus jamais le même. Le rôle fondamental de l'éducation – de préparer les individus à vivre harmonieusement, de manière constructive et heureuse en tant que membre d'une communauté locale, nationale et internationale – demeure inchangé. Néanmoins, les moyens mis en œuvre pour atteindre ce but dans un monde marqué par le SIDA sont très différents de ceux utilisés dans un monde épargné par la pandémie.”

Professeur Michael Kelly,
Université de Zambie

Les enseignants de par le monde, et pas uniquement en Afrique sub-saharienne, sont confrontés de diverses manières à l'impact du VIH/SIDA. Avec la pandémie, chaque enseignant doit désormais faire face à de nouveaux défis qui n'existaient pas il y a une décennie. Les enseignants, leurs syndicats et le secteur de l'éducation dans son entièreté – y compris les autorités éducatives, les parents et les élèves – doivent unir leurs efforts pour répondre à ces nouveaux défis de manière concertée. De nombreux enseignants en Afrique sub-saharienne déclarent accuser une surcharge de travail grandissante en raison de l'absentéisme ou des arrêts maladies de leurs collègues. Ceux qui ne sont pas personnellement touchés par la pandémie, sont sollicités pour s'occuper de leurs proches malades ou doivent parcourir des kilomètres pour enterrer des amis ou des membres de leur famille. Comme le soulignait un enseignant de Zambie: *“Au cours de l'année écoulée j'ai enterré 5 de mes 55 collègues”*. Le SIDA est devenu dans de

nombreux pays, la cause principale de décès parmi les enseignants. Dans certains pays d'Afrique sub-saharienne, le taux de prévalence atteint jusqu'à 40%. De plus, les enseignants affectés par le SIDA se heurtent à une stigmatisation et une discrimination accrue à leur rencontre.

Les enseignants absents sont rarement remplacés et quand ils le sont, c'est souvent par des enseignants peu formés. Les élèves d'un enseignant absent sont habituellement répartis dans les classes de ses autres collègues. Au Malawi, au cours des trois dernières années, les enseignants ayant succombé au SIDA n'ont pas été remplacés. En conséquence, le ratio enseignant-élèves a atteint le niveau inacceptable de 1/123. Le non-remplacement des enseignants a des répercussions directes sur la charge de travail de leurs collègues. De plus, il compromet la qualité de l'éducation et représente une menace pour le processus de l'EPT.

Avec la pandémie du VIH et du SIDA, les enseignants doivent faire face à toute une série de tâches nouvelles et variées: les parents attendent d'eux qu'ils relaient à leurs enfants des informations sur le VIH et le SIDA, la société compte sur eux pour doter les élèves des compétences nécessaires pour prévenir l'infection au VIH. Les enseignants sont supposés être en mesure d'apporter conseil et assistance aux élèves affectés par le VIH et le SIDA. On leur pose des questions sur le traitement et les soins. Ils doivent sensibiliser et être capable d'engager la discussion sur le VIH/SIDA. Ils doivent également susciter

la tolérance et la compassion et combattre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH/SIDA.

Toutes ces attentes, exigent des enseignants qu'ils possèdent une panoplie non exhaustive de connaissances et de compétences nouvelles. Les organisations syndicales constatent que leurs adhérents ne peuvent pas satisfaire ces demandes croissantes car ils ne sont pas formés en conséquence. La plupart des gouvernements n'ont en effet pas fourni aux enseignants du matériel de référence et la formation nécessaire pour répondre efficacement à ces attentes. En outre, lorsque ce matériel est mis à disposition, les enseignants ne reçoivent pas de formation spécifique sur la manière d'en faire usage en classe. *“Je me sens délaissé par les autorités éducatives de mon pays,”* a déclaré un enseignant du Malawi. Une étude récente a montré que dans seulement 21% des pays présentant des taux de prévalence élevés, les ministères de l'Éducation ont développé des directives pour aider les enseignants à aborder les questions du VIH et du SIDA à l'école. De nombreux projets pilotes ont été lancés par les gouvernements et par des ONG. Néanmoins, ces initiatives ont rarement abouti à la mise en œuvre systématique d'un programme national de formation, dont le but serait de donner aux enseignants la confiance dont ils ont besoin pour faire face à toutes les nouvelles tâches qui leur incombent.

Bien que la formation professionnelle des enseignants soit capitale pour répondre efficacement à la pandémie du VIH/SIDA, peu d'attention est accordée à l'acquisition



de compétences lors de la formation des enseignants. Les syndicats d'enseignants à l'échelle nationale et l'IE au niveau international, ont demandé aux autorités éducatives de prendre le leadership dans ce domaine. A ce jour, les ministères de l'Éducation ont répondu trop succinctement et tardivement à cette question. L'IE et ses affiliés insistent sans relâche sur l'importance d'instaurer une coopération étroite entre les syndicats et les autorités. Il apparaît clairement que les ministères ne sont pas en mesure de répondre seuls à la pandémie du VIH/SIDA. Le rapport **"Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH/sida"** sur la réponse apportée par les ministères de l'Éducation à la menace du VIH et du SIDA, publié en anglais par les Nations Unies, constate que *"le fait qu'un pourcentage significatif de pays ne se montre pas à la hauteur de ce défi capital, est source d'inquiétude"*. Bien qu'il s'agisse là d'une formulation diplomatique, les syndicats d'enseignants du monde entier approuvent la teneur de cette déclaration. Dans les établissements en charge de la formation initiale des enseignants, le développement des compétences nécessaires à la vie courante fait l'objet d'une attention minimale.



Evaluation session with HIV/AIDS trainers - Nyamata District, Rwanda 2002

Les syndicats d'enseignants et le programme de prévention du VIH/SIDA

La réaction de la société face à la menace absolue que représente le VIH/SIDA fut lente. Le lien entre le SIDA et la sexualité en a fait - et en fait encore aujourd'hui - un sujet difficile à aborder ouvertement. Le mouvement syndical ne s'est pas non plus attaqué immédiatement aux défis posés par la pandémie. Toutefois, l'IE fut l'une des premières fédérations à organiser en 1995, une conférence spécifiquement consacrée au VIH/SIDA. Ce n'est qu'à partir de la fin des années quatre-vingt dix, que les syndicats d'enseignants ont commencé à prendre en considération et à intégrer le VIH/SIDA dans leurs politiques. Progressivement, ils prirent conscience de l'impact du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation et de la nécessité d'y apporter une réponse syndicale engagée. Les syndicats d'enseignants se sont alors rendu compte qu'il fallait élargir leurs domaines d'action traditionnellement axés sur les demandes salariales et les conditions de travail. Cette prise de conscience les poussa à accorder plus de considération aux questions en lien avec l'EPT (programmes scolaires, accès, qualité de l'éducation, etc.) et la prévention du VIH/SIDA.

L'expérience a montré qu'un tel processus nécessite du temps et beaucoup de plaidoyer au sein même des organisations syndicales. Dans certains cas, les ONG ont également mis cette question à l'ordre du jour syndical. Certains syndicats ont remporté un franc succès dans leurs démarches. Ainsi, au Rwanda, les syndicats d'en-

seignants furent les tout premiers à mettre en œuvre des activités de prévention du VIH/SIDA dans les écoles primaires. En Tanzanie, le Congrès de TTU, l'affilié de l'IE, a adopté une politique sur le VIH/SIDA qui servira de ligne directrice au syndicat dans les années à venir. En Afrique du sud (SADTU) et au Kenya (KNUT), suite aux débats engagés par les syndicats d'enseignants avec leurs membres, des politiques sur cette question ont également été adoptées.

Alors que les syndicats d'enseignants d'Afrique sub-saharienne ont fini par intégrer le VIH/SIDA dans leurs politiques et dans leurs programmes, la plupart des syndicats de pays qui ne sont pas - ou pas encore - sévèrement touchés par la pandémie, n'ont toujours pas pris les mesures qui s'imposent. Ainsi, l'Inde compte le nombre le plus élevé de personnes séropositives et certains Etats de ce pays atteignent des taux identiques à ceux observés en Afrique sub-saharienne. Or, le déni constaté au sein de la société - et dans la communauté enseignante - est inquiétant. C'est précisément dans ces pays là, que des programmes de prévention par l'éducation peuvent jouer un rôle décisif. Les syndicats d'enseignants d'Inde - et d'ailleurs - souhaitent vivement entamer un processus d'information et de formation. En Equateur, l'organisation syndicale UNE, prépare une étude sur la prévalence du VIH dans le pays et sur la réponse que pourraient y apporter les syndicats d'enseignants du pays. *"Nous savons que les taux de prévalence sont encore bas, mais nous devons agir maintenant afin de prévenir une situation qui pourrait empirer,"* a déclaré un représentant syndical.

3. EPT et VIH/SIDA: Un lien indéniable

Pourquoi regrouper l'EPT et la prévention du VIH/SIDA

De plus en plus les syndicats d'enseignants mettent l'accent sur le lien existant entre l'EPT et le VIH/SIDA. Ils constatent l'étendue, la diversité et la complexité de l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation. Le VIH et le SIDA sont des obstacles à la réalisation de l'Education Pour Tous. L'absence d'éducation concourt à la propagation de l'épidémie.

Confrontés à la propagation de la pandémie du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation et à la menace qu'elle représente pour la réalisation de l'EPT, l'IE et ses partenaires ont choisi d'adopter une approche innovante en lançant un nouveau programme combiné EPT/SIDA. Ce programme permet d'aborder proactivement et simultanément les questions relatives à l'EPT et au VIH/SIDA. Il renforce également l'engagement de l'IE à fournir aux syndicats d'enseignants du monde, tout le soutien dont ils ont besoin pour promouvoir l'EPT et contribuer efficacement à lutter contre le VIH/SIDA.

Comment fonctionnera le programme EPT/SIDA?

Le programme IE/OMS/EDC est innovant tant au niveau du programme que de son mode d'opération. C'est une réponse à grande échelle, multisectorielle et sur plusieurs niveaux qui aborde l'EPT et le VIH/SIDA simultanément à travers un effort conjoint et coordonné, dans le but de traiter un grand nombre d'autres questions connexes identifiées par les syndicats comme étant de la première importance. Du point de vue opérationnel, le programme englobe 25 pays qui étaient déjà impliqués dans les programmes IE sur l'EPT et sur le VIH/SIDA. Le programme élargira son mode opérationnel afin d'intégrer d'autres pays dans son action.

Afin d'assurer une application réussie du programme combiné EPT/SIDA par les syndicats d'enseignants à

l'échelle nationale, l'IE et ses partenaires apportent leur soutien en fournissant du matériel de référence, des informations sur les domaines politiques clés, une assistance pour les projets et leur planification, du nouveau matériel de formation, un service de développement des capacités, un réseau d'apprentissage sous-régional, un suivi et une évaluation des projets ainsi que des relations avec des agences internationales. Les syndicats d'enseignants sont responsables de la mise en œuvre les activités du programme EPT/SIDA.

Le point principal du volet EPT du programme est axé sur le développement de politiques avec un accent particulier sur la pleine implication des dirigeants syndicaux. Néanmoins, une attention particulière doit être portée sur l'implication des dirigeants locaux et des affiliés dans le développement de politiques sur l'EPT. Le volet VIH/SIDA s'axe plus spécifiquement sur les questions relatives aux politiques dans ce domaine et à la formation aux compétences nécessaires pour la prévention du VIH et au plaidoyer.

Les syndicats d'enseignants participant au programme s'investissent pleinement sur les questions en lien avec l'EPT et le VIH/SIDA en donnant la priorité aux points suivants:

- **Placer** les questions liées à l'éducation et au VIH/SIDA au centre de l'agenda syndical.

"Le VIH/sida, qui a fait près de 3,1 millions de morts en 2004 (ONUSIDA/OMS, 2004), a un impact profond sur l'éducation et, par conséquent, sur la réalisation de l'EPT, en particulier en Afrique subsaharienne. L'impact sur l'éducation résulte essentiellement de l'augmentation du nombre des orphelins, que les systèmes éducatifs doivent prendre en charge, en particulier en Afrique subsaharienne, et des effets de la pandémie sur le personnel du système scolaire, les enseignants bien sûr (on l'a vu plus haut), mais aussi le personnel administratif. L'éducation peut contribuer à atténuer les effets de la pandémie en diffusant des informations sur le VIH/sida auprès des élèves et en développant leur capacité à réagir."

Rapport mondial de suivi sur l'EPT, UNESCO, 2006, p.103



- **Promouvoir** en permanence une éducation publique de qualité pour tous: filles et garçons.
- **Développer** des relations de travail et collaborer avec la société civile et les gouvernements.
- **Encourager** le soutien en faveur du programme EPT/SIDA aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental.
- **Sensibiliser et former** les militants aux questions d'éducation, au processus liés à l'EPT et à la prévention du VIH/SIDA.
- **Traiter** les questions connexes à l'EPT telles que le travail des enfants, l'abandon scolaire, etc..
- **Plaider** en faveur de l'inclusion de modules sur la prévention du VIH/SIDA dans les programmes scolaires nationaux.
- **Exiger** une formation de qualité pour les enseignants, tant une formation initiale que tout au long de la carrière.
- **Entreprendre** des études sur les aspects spécifiques de l'EPT et du VIH/SIDA.

Le programme combiné EPT/SIDA de l'IE s'assurera que l'IE et ses partenaires par l'intermédiaire de ses affiliés continuent d'aborder les défis de l'éducation dans un contexte global. L'IE est convaincue que l'approche conjointe du programme EPT et VIH/SIDA fournira à ses affiliés la connaissance, les compétences et la confiance nécessaires pour combattre le VIH/SIDA et réaliser l'EPT.

Le caractère unique des programmes de l'IE sur l'EPT/SIDA:

- *Les syndicats d'enseignants ne sont pas amenés à disparaître. Ils sont engagés dans les aspects généraux de la protection sociale de leur pays. Ils existent bien au-delà de la portée d'un projet spécifique; chacun des syndicats impliqués fonctionnait avant de se lancer dans la mise en œuvre du programme et avant l'arrivée de la pandémie. Chacun des partenaires continuera d'exister bien après la fin du programme et nous l'espérons, survivra au VIH/SIDA.*
- *Les enseignants font partie de la structure gouvernementale en tant que fonctionnaires et ces projets constituent donc un investissement pour le secteur des services sociaux des pays. Les syndicats d'enseignants apportent des changements progressifs mais durables car ils sont capables de changer les systèmes.*
- *Les syndicats opèrent sur tout le territoire. Ils peuvent donc mener des programmes à l'échelle nationale, bien au-delà des projets pilotes mis en œuvre au sein des communautés.*
- *Les syndicats d'enseignants disposent d'une infrastructure bien établie: direction et gouvernance, politiques opérationnelles, méthodes pour entrer en contact avec les affiliés. Tout cela permet une mise en œuvre rapide des programmes. De plus, les fonds alloués soutenus par l'infrastructure même de l'organisation, contribuent à optimiser les effets du programme. Un grand nombre des compétences développées peuvent être mises à profit dans un autre contexte que celui du programme, comme par exemple pour toucher les membres, pour des activités de plaidoyer et de recherche.*
- *Il y a 25 pays impliqués dans ce programme. Bien que les situations et les contextes diffèrent d'un pays à l'autre, les affiliés ont développé un consensus concernant les approches et les cadres d'action à adopter afin de faciliter l'échange et l'apprentissage entre les différentes organisations impliquées.*

Tous ces facteurs apportent un soutien aux enseignants - qui représentent une force motivée et engagée - chargés de la mise en œuvre des programmes. Il existe au sein de l'IE et de ses organisations membres, une grande force et des ressources et un potentiel considérables. Education Development Center est fier d'y être associé. Ensemble nous nous mobiliserons pour réduire le taux d'infection au VIH et pour aider davantage d'élèves à avoir accès à une éducation de base.

Scott Pulizzi, Directeur de projet, Education Development Center (EDC)

II. REALISATIONS DES PROGRAMMES DE L'IE : LA CLE DU SUCCES

Au cours de ces quatre dernières années, les deux programmes séparés de l'IE sur le VIH/SIDA et sur l'implication des syndicats d'enseignants dans l'EPT ont chacun remporté des succès incontestables. L'application conjointe de ces programmes, permettra d'accroître d'autant plus leur impact.

Dr David Nyamwaya, OMS Afrique: Point de vue sur les programmes de l'IE

Le rôle du secteur de l'éducation dans le développement de la santé est reconnu depuis de nombreuses années. En Afrique, les agences des Nations Unies telles que l'UNICEF, l'OMS et de nombreuses autres organisations bénévoles ont investi dans divers types de programmes visant à promouvoir la santé à travers l'éducation. De nombreux gouvernements sur le continent ont également déployé des ressources pour le développement d'une amélioration de la santé basée sur le secteur de l'éducation. La plupart des efforts décrits ci-après ont, dans de nombreux cas, traité les élèves et les enseignants comme des bénéficiaires passifs des services de soins de santé dispensés par les travailleurs de la santé.

Il n'est pas difficile de comprendre la raison pour laquelle le secteur de l'éducation en Afrique est considéré comme un excellent moyen pour le développement de la santé. Dans de nombreux pays, la couverture du secteur de la santé s'avère limitée. Le secteur de l'éducation offre une population large et captive, pouvant être atteinte facile-



ment par des services spécifiques. Il est vrai que même dans les pays les plus pauvres, un nombre considérable d'enfants vont en quelque sorte à l'école. La population scolarisée est naturellement liée à l'acquisition de nouvelles connaissances et de nouvelles aptitudes relatives à la santé et au bien-être. Il est également justifié de dire que dans de nombreuses sociétés, les enseignants sont hautement respectés et sont souvent considérés comme les gardiens de toute forme de connaissance, dont celle relative à la santé. On attend ainsi d'eux qu'ils et elles contribuent d'une manière ou d'une autre, à l'amélioration du savoir des élèves en matière de santé.

Le dépistage constitue l'approche la plus communément utilisée pour l'amélioration de la santé à travers l'éducation. Les enfants sont interrogés sur leurs problèmes de santé courants, on leur donne des médicaments ou on les dirige

vers des établissements de santé. L'alimentation des enfants a également été utilisée pour améliorer la santé. Des clubs sains ont été mis en place dans de nombreuses écoles. Le dépistage, l'alimentation et les clubs sains impliquent les travailleurs de la santé, les enseignants et les élèves. Les enseignants à titre exclusif constituent une autre approche de l'amélioration de la santé à travers l'éducation. Les thèmes relatifs à la santé sont enseignés au sein d'une formation formelle ou abordés dans le cadre d'activités extra-scolaires. Les approches et les méthodes décrites ci-dessus tendent à considérer les élèves comme des acteurs passifs du domaine de la santé. Ces approches tendent également à cibler de façon primaire sur le développement de la connaissance, portant ainsi un minimum d'attention aux capacités et aux environnements qui viennent soutenir la santé.

Je crois qu'en dépit des résultats susmentionnés, le secteur de l'éducation peut contribuer de manière significative à l'amélioration de la santé et particulièrement à la prévention et au contrôle du VIH/SIDA dans une Afrique des temps modernes. Les considérations qui soutiennent cette pensée incluent les considérations susmentionnées, mais également la possibilité d'associer un apprentissage normal au développement des com-



compétences requises pour vivre de manière pratique et positive, de même que la confiance que la société place dans ces institutions d'apprentissage. Une autre raison de soutenir le recours au secteur de l'éducation dans la prévention du SIDA vient du fait que la plupart des infections par le VIH se produisent lorsque les jeunes sont scolarisés en fin d'école primaire ou dans le secondaire. C'est à ce stade que les comportements à risque pour la santé s'établissent au sein de populations humaines. Le fait que les enseignants soient également infectés, comme le reste de la population, complique d'autant plus la situation. Cette dernière s'aggrave lorsque les enfants ne sont pas scolarisés. Le simple fait d'être à l'école les protège en réalité de nombreux facteurs susceptibles de les exposer à la maladie.

Ces quelques dernières années ont vu émerger un certain nombre de programmes tentant d'impliquer directement les élèves et les enseignants dans une action pour la santé. À travers l'acquisition de compétences comportementales, les élèves ont appris comment analyser et résoudre les problèmes qui affectent leur santé. En appliquant cette approche, de nombreux enfants ont été aidés à développer des compétences interpersonnelles positives. L'initiative d'écoles promouvant la santé de l'OMS offre un savoir, des compétences, des politiques et des services. Il s'agit d'une approche complète, adoptée dans la majorité des pays africains.

Malheureusement, la majorité de ces programmes dépendent grandement de ressources et de planifications externes. Les pays ont besoin de renforcer les solutions aux problèmes de santé, dans leurs pays, qui émanent de conditions sociales spécifiques.

Un programme soutenu par l'Internationale de l'Éducation illustre la valeur de l'utilisation du secteur de l'éducation dans la prévention du VIH/SIDA, ainsi que dans le développement lié à la santé, dans un contexte local. Le programme, qui est mis en œuvre dans de nombreux pays africains (de même qu'en Asie, en Amérique Latine et aux Caraïbes) offre un modèle différent, et en fait radical, du développement de la santé à travers le secteur de l'éducation. Il rassemble enseignants, élèves, travailleurs de la santé et autres acteurs dans le domaine, afin de soutenir une action pour la santé. Ce modèle traite de la connaissance, mais répond également au développement de capacités et à la création de politiques et d'environnements sociaux qui soutiennent la santé. Ce modèle offre aux pays une opportunité de répondre à la pandémie du VIH/SIDA pour un coût modéré. Il ne repose pas sur des consultants onéreux. Il fait attention aux contextes socio-économiques qui entourent les personnes.

Pour que le secteur de l'éducation puisse jouer un rôle intégralement positif dans la prévention du VIH/SIDA,

le secteur de la santé doit renforcer son soutien en regard de l'engagement des institutions d'apprentissage dans le développement de la santé. Il est également important que les parents et les enseignants acceptent que l'environnement scolaire, a moins d'être ajusté de manière positive, peut s'avérer propice à des comportements à risques tels que des relations sexuelles précoces, non protégées, abus, entre autres, susceptibles de les exposer au VIH et au SIDA. Un obstacle potentiel dans ce processus émerge de la suspicion des communautés face aux syndicats d'enseignants, qui sont maintenant activement impliqués dans de nombreux pays africains. Ces suspicions doivent être éliminées à travers un plaidoyer et la détermination des enseignants à démontrer que les syndicats peuvent contribuer au développement de la communauté, notamment à travers la prévention du VIH/SIDA et l'atténuation des conséquences de la pandémie.



II. REALISATIONS DES PROGRAMMES DE L'IE : LA CLE DU SUCCES

1. Réalisations du programme pour la prévention du VIH/SIDA



Sylvestre Vuguziga (EER) présente le livre d'exercices pour la prévention du VIH lors d'une conférence de presse à Kigali - septembre 2005, Rwanda

L'envergure de ce programme constitue sa réussite la plus significative. En quatre ans, les syndicats d'enseignants de 17 pays ont contribué à former de manière approfondie plus de 133.000 enseignants dans près de 25.000 écoles, sur la prévention du VIH/SIDA.

Evaluation

Le programme de formation des enseignants sur le VIH/SIDA a fait l'objet d'un suivi régulier et d'une évaluation en termes de qualité et de quantité. Les méthodes et les indicateurs utilisés à cet effet, ont été élaborés de manière progressive et logique. Au stade initial du processus d'évaluation, une série d'exigences élémentaires est mesurée. Les méthodes et indicateurs deviennent ensuite de plus en plus complexes pour aboutir au point culminant d'une évaluation indépendante. Les méthodes d'évaluation de ce processus sont les suivants:

1. Collecte du nombre de formateurs/enseignants formés.
2. Utilisation de formulaires d'évaluation et de suivi pré et post: ces documents fournissent des données sur les connaissances élémentaires, sur les changements de comportement, sur les compétences développées par le biais du Livre d'exercices sur la prévention du VIH, sur l'intention des

enseignants à mettre en œuvre des activités du livre ainsi que sur le type d'activités pratiquées par les enseignants avec leurs collègues et/ou en milieu scolaire.

3. Visites de terrain: pour aider à identifier les domaines dans lesquels les syndicats sont performants et ceux nécessitant des améliorations.
4. Rapports des syndicats sur les progrès réalisés: ils sont transmis à l'IE par les organisations impliquées dans le programme.
5. Des séminaires régionaux annuels qui combinent évaluation et planification.
6. Evaluation indépendante.

En avril 2005, une évaluation indépendante, commissionnée par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), a démontré l'impact décisif du programme de l'IE. Cette évaluation est basée sur des données recueillies dans trois des dix-sept pays impliqués dans le programme: l'Afrique du Sud, le Rwanda et le Sénégal. Le rapport présente également les résultats de consultations avec des enseignants des organisations membres de l'IE en Zambie, au Malawi et au Botswana. L'évaluation réalisée par le Dr Eric Pevzner de l'Université de Caroline du Nord (USA), fait ressortir que le programme et le Livre d'exercices pour la prévention du VIH contribuent considérablement à augmenter

les connaissances des enseignants et leur confiance à utiliser des méthodes d'apprentissage participatif pour aborder les questions en lien avec le VIH/SIDA. Il apparaît aussi que ces deux éléments concourent à motiver les enseignants à utiliser les nouvelles compétences acquises, au sein de l'école et au-delà de l'environnement scolaire, afin de prévenir l'infection au VIH et la discrimination qui en découle. Comme le souligne un enseignant zambien: "... adopter les compétences ne s'arrête pas aux portes de l'école ... on les utilise dans la vie de tous les jours". Les enseignants des trois pays analysés dans cette étude, estiment être devenus pour leur entourage et leur communauté des personnes ressources en matière de VIH/SIDA. L'évaluation démontre également que le programme de l'IE a motivé des changements dans leurs propres comportements et pratiques sexuelles. Selon le rapport, les enseignants reconnaissent que le programme contribue largement "à créer un environnement propice pour leur permettre de parler ouvertement du VIH et adopter des comportements responsables et préventifs".

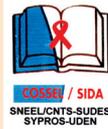
En outre, l'évaluation souligne qu'une grande part du succès du programme réside dans la création de partenariats entre syndicats d'enseignants, ministères de l'Education et de la Santé et organisations communautaires et ONG actives dans la prévention du VIH/SIDA.



La force du partenariat

Les syndicats d'enseignants ont pu procéder à la planification et à l'évaluation de leurs activités liées à la prévention du VIH/SIDA en collaboration avec leurs ministères respectifs. Dans la majeure partie des pays concernés, les ministères de l'Éducation ont apporté leur soutien au programme en donnant leur accord à la formation des enseignants et en facilitant leur mise à disposition pour y participer. Dans de nombreux pays, des officiels des ministères de l'Éducation ont eux-mêmes assisté à des ateliers de formation, en particulier ceux organisés au niveau national ou dans les provinces. Dans presque tous les pays impliqués, les ministères de la Santé ont fourni aux syndicats une assistance technique ainsi que des données récentes sur le VIH/SIDA. En outre, les ministères de la Santé ont souvent organisé des sessions de formation au cours desquelles, de l'information et du matériel - dont des préservatifs - étaient mis à disposition.

Afin de marquer la reconnaissance et le soutien officiel du programme par les autorités, des représentants syndicaux ont été conviés, dans un certain nombre de pays, à des réunions organisées par les comités nationaux de pilotage en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA et par ceux en charge des décisions relatives aux politiques dans ce domaine.



Un modèle de partenariat efficace au Sénégal

Au Sénégal, quatre affiliés de l'IE (SNEEL-CNTS, SUDES, SYPROS et UDEN) ont uni leurs forces pour former le Comité des syndicats sénégalais de l'enseignement pour la lutte contre le VIH/SIDA et les IST à l'école (COSSEL).

En trois années de projet, ce comité syndical a développé un degré important de coopération avec le ministère de l'Éducation sénégalais.

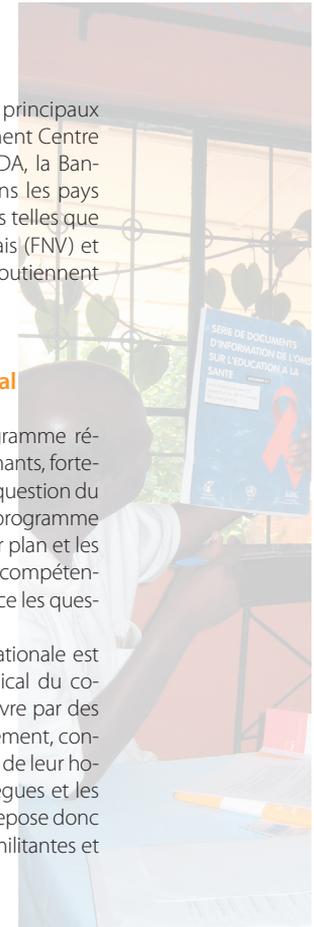
Le soutien du ministère de l'Éducation et en particulier de son ministre, H.E Moustapha Sourang, s'est concrétisé par le don d'un ordinateur et d'un local au COSSEL afin de faciliter la coordination du projet de prévention du VIH en milieu scolaire. De plus, le ministre encourage l'implication des personnels des différents départements ministériels dans le projet en incitant des personnes ressources à participer aux formations organisées par le COSSEL. En outre, un courrier personnel du ministre réitérant son soutien au programme, a été envoyé à toutes les directions d'établissements en vue de faciliter le travail des formateurs d'enseignants dans les écoles aux niveaux local et régional. Le ministre s'est également engagé à imprimer 10.000 exemplaires du Livre d'exercices pour la prévention du VIH à l'usage des enseignants.

Au niveau international, les partenaires principaux de l'IE sont l'OMS et Education Development Centre (EDC). En outre, l'IE travaille avec ONUSIDA, la Banque mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO. Dans les pays industrialisés, des organisations syndicales telles que la Confédération des syndicats néerlandais (FNV) et l'American Federation of Teachers (AFT) soutiennent également le travail de l'IE.

Le VIH/SIDA en première ligne de l'agenda syndical

Un autre aboutissement majeur du programme réside dans le fait que les syndicats d'enseignants, fortement soutenus par leurs affiliés, ont mis la question du VIH/SIDA en tête de l'agenda syndical. Le programme donne aux enseignants un rôle de premier plan et les dote des connaissances, des outils et des compétences nécessaires pour aborder avec confiance les questions liées au VIH/SIDA à l'école.

Si la gestion du programme à l'échelle nationale est organisée par la ou le coordinateur syndical du comité VIH/SIDA, les projets sont mis en œuvre par des enseignantes et enseignants qui bénévolement, consacrent du temps et de l'énergie en dehors de leur horaire de travail, pour sensibiliser leurs collègues et les écoles du pays. Le succès du programme repose donc largement sur la mobilisation accrue des militantes et militants syndicaux à l'échelle nationale.



II. II. REALISATIONS DES PROGRAMMES DE L'IE : - 1. Le programme pour la prévention du VIH/SIDA

Le livre d'exercices pour la prévention du VIH à l'usage des enseignants

Le livre d'exercices pour la prévention du VIH à l'usage des enseignants a été élaboré par des experts en matière de santé et d'éducation ainsi que par des enseignants formés, issus de pays présentant un taux élevé de prévalence de VIH. En mettant l'accent sur le développement de compétences, le livre d'exercices diffère des autres efforts de prévention, qui tendent à se concentrer uniquement sur la diffusion d'information et de messages. Les enseignants ont pris conscience que le savoir seul ne suffit pas à prévenir l'infection au VIH pour eux-mêmes, leurs collègues et leurs élèves. En effet, en plus des connaissances, il est primordial de disposer aussi de la confiance nécessaire pour mettre efficacement en œuvre les activités relatives à la prévention du VIH.

Le livre d'exercices propose des activités pouvant être adaptées selon les besoins. Celles-ci comprennent:

- **Des activités** d'apprentissage pour aider d'autres enseignants, adultes et élèves à éviter l'infection au VIH;
- **Des activités** d'apprentissage pour aider d'autres enseignants, adultes et élèves à plaider en faveur d'efforts de prévention du VIH efficaces dans les écoles; et
- **Des activités** adaptées centrées sur le développement de compétences pour les élèves de primaire, les préadolescents et les adolescents.

Le livre d'exercices est utilisé dans les 17 pays impliqués dans le programme de l'IE et sera à l'avenir adapté aux pays couverts par le programme EPT/SIDA en Asie et en Amérique latine. Les enseignants forment

Exemples de compétences acquises par les participants lors des formations

- *Compétence pour pouvoir discuter et aborder avec aisance des questions en lien avec le VIH/SIDA, le sexe et l'utilisation des préservatifs*
- *Compétence pour pouvoir accéder à de l'information correcte sur le VIH/SIDA*
- *Compétence pour la prise de décision en vue de réduire le risque d'être contaminé par le VIH grâce à des rapports sexuels protégés*
- *Compétence en matière de plaider en vue de soutenir la réalisation de programmes d'éducation au VIH/SIDA et de politiques sur le VIH/SIDA en milieu scolaire*
- *Compétence en matière de communication sur le VIH/SIDA à destination des familles, pairs et membres de la communauté*
- *Compétence en vue de s'affirmer lors du souhait de retarder un premier rapport sexuel*
- *Compétence pour évaluer les risques et négocier pour des alternatives moins risquées*

Le VIH/SIDA en tête de l'ordre du jour syndical en Tanzanie

Un nombre significatif de syndicats octroie à des programmes sur le VIH/SIDA, des fonds provenant des cotisations de leurs membres. Le Conseil national du syndicat d'enseignants de Tanzanie (TTU) a assuré qu'1% des cotisations de ses affiliés est alloué à des activités de formation en faveur de la prévention du VIH/SIDA. Pour les dirigeants du TTU, la lutte contre le VIH/SIDA exige un engagement à tous les échelons du syndicat. Comme le précisait Anthony Mtavangu, coordinateur national de TTU: "La coopération internationale nous est certes d'une grande assistance mais, au bout du compte, c'est l'engagement unanime de notre organisation qui sera décisif dans ce combat".



d'autres enseignants à l'utilisation de ce livre. A leur tour, ces derniers forment leurs collègues et des élèves. Des milliers d'exemplaires du livre d'exercices ont déjà été distribués aux syndicats membres de l'IE ainsi que dans les écoles.

La stratégie de formation des syndicats d'enseignants: le modèle en cascade

Tous les syndicats d'enseignants ont formé un nombre de formateurs à l'échelle nationale. Ces derniers forment à leur tour d'autres formateurs, au niveau des provinces et des régions et les familiarisent avec les activités d'apprentissage participatif du livre d'exercices pour la prévention du VIH. Les formateurs provinciaux/régionaux organisent alors des ateliers de formation destinés aux formateurs dans les autres districts et départements du territoire national. Ainsi, ces derniers - appelés points focaux- seront chargés de la formation des enseignants dans les écoles dans le but de sensibiliser le plus d'écoles possibles. Au stade final de ce processus, les points focaux assurent donc la formation d'autres enseignants dans les écoles, par le biais de cercles d'études. Le proviseur d'une école peut parfois décider de programmer de telles sessions de formation dans le cadre d'activités de développement professionnel des enseignants. Il peut également arriver que les enseignants de plusieurs écoles reçoivent une formation commune, dans un

lieu proche de leurs écoles respectives. La formation est généralement organisée en collaboration avec les ministères de la Santé et de l'Éducation ainsi que toutes autres agences impliquées dans ce domaine.

Bien que les syndicats d'enseignants disposent de ressources limitées, la plupart ont néanmoins réussi à former un nombre considérable d'enseignants et à toucher de nombreuses écoles. Les syndicats d'enseignants sont encouragés à élaborer des stratégies de formation qui optimisent leurs chances de développer des activités en ce sens. Chaque syndicat est invité à formuler des directives à l'attention des formateurs, que les enseignants formés pourront aussi conserver. Ces directives décrivent comment les enseignants devront mettre en application les compétences acquises en matière de prévention du VIH, dans leurs écoles et communautés.

Le projet VIH/SIDA en Guyane sous les projecteurs

Le programme IE/OMS/EDC pour la prévention du VIH/SIDA a été officiellement lancé par le syndicat d'enseignants de Guyane, GTU en juillet 2004. La Guyane devenait alors l'un des derniers pays à rejoindre cette initiative. En seulement une année, le GTU a permis de sensibiliser 70% des écoles guyanaises et de former plus de 600 enseignants "points focaux". Le GTU consent des efforts considérables pour s'assurer que chaque école dispose d'un enseignant formé, engagé dans cette lutte et capable de promouvoir les activités du livre d'exercices relatives au VIH/SIDA et à la santé en milieu scolaire. Le projet du GTU pour la prévention du VIH/SIDA répond à une réelle demande de la part de communauté enseignante du pays qui compte sur son syndicat pour lui dispenser une formation adéquate, axée sur l'acquisition de compétences. Le syndicat d'enseignants s'est également fait le porte-parole de ses affiliés pour plaider auprès des autorités éducatives en faveur de l'inclusion de modules sur la prévention du VIH/SIDA dans les programmes scolaires nationaux et pour que suffisamment de temps soit accordé à la mise en œuvre concrète de ces modules en classe.



Séminaire de transition sur la prévention du VIH - Conakry, Guinée 2005

II. REALISATIONS DES PROGRAMMES DE L'IE

2. Réalisations du programme sur l'Éducation Pour Tous

La contribution des syndicats dans l'EPT: indicateurs de réussite

Le programme s'attache essentiellement à renforcer les capacités, l'impact et l'influence des syndicats sur les politiques nationales d'éducation. Les syndicats ont eux-mêmes, sélectionné les points qu'ils estimaient les plus pertinents pour leurs projets en fonction de leurs besoins et de la conjoncture nationale. Toutefois, la mise en application du programme au niveau national s'est faite dans le cadre de paramètres internationaux préalablement définis, tout en tenant compte de la position des syndicats d'enseignants. Le fait que les syndicats aient mené leur programme sur base d'une combinaison d'activités équilibrées et intégrées, constitue un élément novateur. Cette section met en lumière quelques-unes des réalisations des syndicats impliqués dans le programme.

Les syndicats et les politiques d'éducation

Lorsque l'EPT est devenue une préoccupation phare dans les débats nationaux, les syndicats ont pris conscience qu'ils devaient avoir un rôle de premier niveau dans ce processus. Une attitude passive ne pouvait aucunement servir les intérêts de leurs membres.

La première tâche pour les organisations d'enseignants impliquées dans le programme de l'IE sur l'EPT, fut de recentrer leur attention sur les questions



Le SNEA-B du Burkina Faso adopte des politiques sur l'EPT

Le SNEA-B a deux revendications à formuler concernant le programme EPT du gouvernement. La première porte sur les frais de scolarité: notre syndicat réclame l'accès gratuit à l'éducation pour les élèves âgés entre 6 et 16 ans. La seconde est liée à la qualité: nous exigeons une formation initiale de qualité pour tous les enseignants.

Jean Kafando, Secrétaire général du SNEA-B

d'éducation. Les syndicats ont d'ailleurs souligné que cette réorientation leur avait été bénéfique. En effet, elle leur a donné un rôle de leader en matière d'EPT et leur a permis d'attirer de nouveaux adhérents, concernés avant tout par les questions d'éducation. "Cela crée un meilleur équilibre au sein de notre organisation," a déclaré Paul Nyambala du Syndicat national des enseignants du Kenya (KNUT).

Cette nouvelle orientation des syndicats vers les questions d'éducation, a parfois entraîné une réponse immédiate et favorable de la plupart des autorités éducatives. Au Niger, le Ministre de l'Éducation a convié le SNEN à prendre part à une mission menée dans tout le pays, en vue de faire le point sur la situation nationale de l'éducation. Cette mission conjointe devrait aboutir à la formulation d'un ensemble de recommandations en faveur de politiques destinées à améliorer l'EPT au Niger. Au Burkina Faso, le SNEA-B fait désormais partie des missions d'évaluation organisées régulièrement



Haïti - 2003



par les pays donateurs. En Equateur, le gouvernement a invité les syndicats d'enseignants à participer à une action de dialogue au niveau national portant sur l'éducation. Malgré les divergences de points de vue existantes et à venir, instaurer un dialogue sur les politiques d'éducation ouvre la voie pour parvenir à un consensus et créer des passerelles entre syndicats et autorités éducatives.

Les ONG reconnaissent que les syndicats d'enseignants sont des partenaires pertinents dans la mise en œuvre d'activités de plaidoyer. En Ouganda, le syndicat UNATU est devenu un partenaire clé dans la Coalition nationale sur l'EPT. De même, au Burkina Faso, le SNEA-B a activement œuvré pour établir de contacts avec des organisations de la société civile, préoccupées par les questions d'éducation.

Le programme EPT a aussi amené un changement de comportement au sein même des syndicats d'enseignants. En effet, plutôt que d'attendre les propositions ou de réagir aux politiques déjà en vigueur, certains syndicats d'enseignants ont entrepris d'ouvrir eux-mêmes les débats, d'élaborer et d'adopter des politiques d'éducation. Ces initiatives ont suscité un renforcement de l'engagement des affiliés en faveur des questions d'éducation. En Afrique de l'Est, le Syndicat national des enseignants du Kenya (KNUT) a engagé des débats sur base d'un document qui détaille la position du syndicat en matière d'EPT et de VIH/SIDA. De

tels documents relatifs aux politiques des syndicats, servent de fondement aux actions syndicales futures. Ils procurent également une base de travail pour initier des débats avec les autorités éducatives du pays. Dans le cadre de systèmes d'éducation décentralisés, ce type de document est particulièrement important pour les dirigeants syndicaux aux niveaux régional et local. En Tanzanie et en Ouganda, des documents analogues sur les politiques syndicales, ont été passés en revue et adoptés par le Congrès de ces pays.

La recherche et les études constituent la base d'une argumentation solide. Malheureusement, les syndicats d'enseignants n'y ont jamais accordé une attention régulière et le manque de données avérées provenant de sources indépendantes, a affaibli les syndicats. Chaque fois qu'ils mettaient en avant leur expérience pratique pour soutenir leurs arguments, les syndicats se retrouvaient dépassés par les données issues de recherches réalisées pour le gouvernement ou pour ses agences de financement.

Aujourd'hui, les syndicats ont entrepris des études indépendantes. En Inde, ils ont analysé les causes de l'abandon scolaire dans les écoles primaires; au Burkina Faso, les organisations d'enseignants ont réalisé une étude comparant les résultats d'élèves éduqués par un enseignant qualifié et ceux d'élèves placés sous la responsabilité éducative d'enseignants volontaires peu qualifiés. "Notre gouvernement nous reproche

Liste des recherches/études réalisées par les syndicats

Tanzania Teachers' Union (TTU) (uniquement en anglais)

- *Les conditions de vie et de travail des enseignants en Tanzanie*
- *Etude sur la satisfaction professionnelle et la motivation des enseignants en relation avec les initiatives sur la qualité de l'EPT*

Kenya National Union of Teachers (KNUT) (uniquement en anglais)

- *Etude sur l'impact de l'éducation primaire gratuite sur la qualité de l'éducation*

Syndicat National des Enseignants du Niger (SNEN)

- *Etude sur l'ordonnance portant sur la retraite anticipée*
- *Etude sur les écoles communautaires*
- *Etude sur les enseignants non-fonctionnaires*
- *Evaluation qualitative du système éducatif nigérien*

Syndicat National des Enseignants Africains du Burkina (SNEA-B)

- *Etude sur le lien entre la qualité de l'enseignement et la qualification des maîtres*
- *Etude sur la parité filles/garçons*
- *Etude sur l'impact de la formation continue*
- *Statistiques par région (taux brut/taux net) de scolarisation*

Syndicat National de l'Éducation et de la Culture du Mali (SNEC)

- *Etude sur l'impact de la qualification des enseignants sur la qualité de l'éducation*

II. REALISATIONS DES PROGRAMMES DE L'IE - 2. programme sur l'Education Pour Tous

de descendre dans la rue. L'étude que nous avons menée sur la qualité de l'éducation montre une autre facette de notre travail syndical. Cette initiative a été bien accueillie par le gouvernement même s'il n'est pas d'accord avec les résultats présentés", explique Jean Kafando du SNEA-B.

En Tanzanie, le syndicat TTU s'est penché sur la motivation des enseignants. Souvent, ces études sont mises en œuvre en étroite collaboration avec des ONG ou des consultants indépendants. Les effets immédiats de telles initiatives sont positifs. Pour les enseignants, il s'agissait là d'une expérience nouvelle, tranchant avec les méthodes utilisées auparavant qui sollicitaient rarement la participation ou la contribution des syndicats. Les syndicats participants estiment que la composante 'recherche' du programme EPT a constitué une avancée majeure pour leur organisation.

Sur la base des politiques adoptées par les syndicats et appuyées par des recherches approfondies, les **activités de plaidoyer** prennent tout leur sens. Les représentants syndicaux sont alors capables de s'exprimer avec engagement pour étayer les décisions prises par leurs membres. Toutefois, les organisations d'enseignants sont souvent confrontées à un obstacle

majeur qui réside dans la manière dont le gouvernement les invite à faire connaître leur position. Dans de nombreux pays, les questions relatives aux salaires ou aux conditions de travail sont soumises à des mécanismes de négociation prédéfinis.

La plupart du temps, en ce qui concerne les consultations sur les politiques d'éducation, de tels dispo-

"Il est important pour nous de bénéficier d'un large soutien populaire en faveur des questions que nous défendons."

S. Eswaran, secrétaire général de l'AIPTF (Inde)

sitifs sont inexistants. Les syndicats déclarent qu'ils sont généralement conviés à des discussions alors que le ministère de l'Education et les agences de financement se sont déjà accordés sur les mesures clés à adopter. A maintes reprises les syndicats d'enseignants et l'IE ont appelé à un *dialogue institutionnalisé* entre ministères et syndicats. Un tel processus de dialogue continu, concourt en effet à donner aux acteurs concernés, un sentiment d'appartenance et d'engagement. Et même si le Cadre d'action de Dakar stipule clairement que les gouvernements doivent engager une concertation avec les syndicats, souvent

ils s'abstiennent de le faire. L'IE pense qu'un tel processus de dialogue institutionnalisé doit faire partie des critères de bonne gouvernance. Pourquoi octroyer des fonds au gouvernement éthiopien s'il exclut automatiquement les syndicats des débats? Des avancées sont cependant à noter dans les pays où les syndicats abordent systématiquement cette question dans le cadre du programme de l'IE sur l'EPT. En Amérique latine et plus particulièrement au Pérou, le gouvernement a engagé pour la première fois, un dialogue sérieux avec les enseignants. Maintenant qu'une synergie solide existe entre dialogue et campagnes de communication, les syndicats se concentrent désormais sur des activités stratégiques de plaidoyer. Pour la Fédération des enseignants de l'enseignement primaire (AIPTF) en Inde, les débats sur l'EPT sont indissociables des rassemblements publics et des manifestations.



Des membres et des dirigeants syndicaux bien formés, constituent la force d'un syndicat. La **formation et l'échange d'information** sont essentiels pour formuler des politiques syndicales et mener des actions de plaidoyer efficaces. Les dirigeants correctement formés sont capables d'analyser les résultats des études et des recherches effectuées. La formation des membres concourt à leur mobilisation sur des



questions clés et joue également un rôle dans l'élaboration des priorités syndicales. La formation des membres est aussi une condition fondamentale pour instaurer les bases d'une organisation démocratique. Les syndicats sont parmi les seules organisations de la société civile à mettre systématiquement l'accent sur l'implication de leurs militants dans les processus décisionnaires.

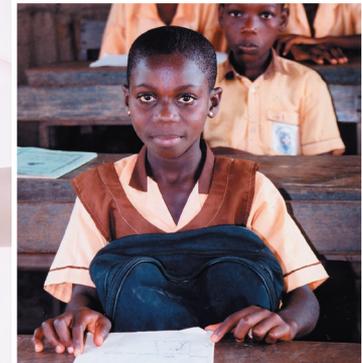
En conclusion, le programme EPT mis en œuvre par 13 syndicats entre 2002 et 2006 a remporté des succès considérables en dépit des nombreux défis auxquels il a été confronté: politiques gouvernementales défavorables, actions de grève, tensions internes au sein des syndicats, sécheresse, famine et VIH/SIDA. Malgré tous ces défis, les syndicats ont continué à se concentrer sans relâche sur les cinq domaines de travail clé du programme: le développement de politiques, la recherche, le plaidoyer, la formation et la publicité. Les succès engrangés ont encouragé l'IE et ses affiliés à poursuivre et étendre le programme sous la bannière du programme EPT/SIDA. L'échéance de 2015 pour réaliser les objectifs de l'EPT se rapproche, il est donc primordial de redoubler d'efforts.

Le SNEN au Niger fait pression sur le gouvernement

Le syndicat d'enseignants du Niger, le SNEN, a relevé plusieurs questions en lien avec l'EPT. Ses efforts de lobbying portent sur l'accès à l'éducation pour tous les enfants et en particulier pour les filles; la formation des enseignants (initiale et au cours de leur carrière); la carrière des enseignants; les enseignants volontaires et la défense des écoles publiques (contre les écoles communautaires).

Nos demandes ont été bien accueillies par le gouvernement, en particulier celles concernant les enseignants temporaires et les plans de retraites. A l'avenir, les enseignants sous contrats temporaires seront mieux rémunérés, les enseignants non-qualifiés recevront une formation et le statut des écoles communautaires sera également pris en compte.

Issa Kassoum,
secrétaire général du SNEN Niger



Salle de classe au
Togo - 2004

III. THEMES PREOCCUPANTS A L'ECHELLE MONDIALE:

1. Education Pour Tous: Qui paie la facture?

Ces données donnent une vision mitigée de la situation. Globalement, les enfants et les adultes n'ont pas tous accès à l'éducation, alors qu'ils y ont droit. Plus de 103 millions d'enfants n'ont accès à aucune forme d'éducation. Ils font partie des plus de 771 millions d'analphabètes de la planète.

"Tout va bien, beaucoup de progrès sont accomplis". Voilà la réponse habituelle des autorités lorsqu'elles font référence à leur engagement en faveur de l'EPT. Le Consensus de Monterrey, la Déclaration de Paris et le G8 de Gleneagles ont chacun accordé à la question de l'éducation une place prépondérante dans leurs débats. D'un point de vue politique, l'éducation s'est clairement repositionnée comme une préoccupation centrale à l'échelle internationale. Mais qui, parmi tous les bailleurs de fonds est en mesure et disposé à octroyer le financement nécessaire pour que l'EPT devienne une réalité?

Les pays en développement ont élaboré des projets de Programme stratégique de réduction de la pauvreté (PRSP) et développé des plans d'action sur l'EPT. Néanmoins, la plupart des gouvernements sont largement dépendants des bailleurs de fonds. En Ouganda, 82% des dépenses dans l'enseignement primaire émane de fonds étrangers. Au Niger, les bailleurs de

fonds couvrent le financement de la moitié des dépenses publiques.

Les pays en développement font face à un double défi. Il leur faut non seulement maintenir le système d'éducation en vigueur dans leur pays mais, en vue d'atteindre l'Education Pour Tous, ils doivent aussi étendre leurs services d'éducation au-delà des 50, 60 ou 80% de la population qui en bénéficient aujourd'hui. Cela nécessite donc un effort considérable de leur part.

Aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources.

Cadre d'Action de Dakar sur l'Education Pour Tous

Les pays en développement jouissent du support du Cadre d'Action de Dakar qui promet qu' "*aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources*". En d'autres termes, si un pays dispose d'un plan bien construit mais qu'il est confronté à des carences d'ordre financier, il recevra l'aide de la communauté donatrice internationale.

Cependant, les pays industrialisés tiennent-ils leurs engagements? Aujourd'hui il y a des sources d'encouragement mais cela reste insuffisant pour arriver à

convaincre que l'EPT deviendra une réalité d'ici 2015. Le total des contributions en faveur de l'éducation émanant de bailleurs de fonds, s'élève actuellement à 5 milliards de dollars annuels. Toutefois, en vue de financer l'ensemble des programmes sur l'EPT, le déblocage de 3,8 milliards de dollars supplémentaires s'avère indispensable.

Aujourd'hui encore, il apparaît que les systèmes d'éducation des pays en développement payent les effets néfastes des politiques d'ajustement structurel (PAS) mises en application dans les années 80 et 90. Au cours des deux dernières décennies, deux "mots d'ordre" perçus comme des vérités absolues, ont été introduits. Il

s'agissait du partage des coûts et des réductions de la masse salariale. Le premier défend l'idée que les parents qui participent au financement de l'éducation de leurs enfants sont plus engagés que ceux dont les enfants sont scolarisés gratuitement. En réalité, cette politique a entraîné l'exclusion des plus pauvres et une chute considérable des taux d'inscription dans de nombreux pays. L'IE et les syndicats d'enseignants avaient multiplié les mises en garde contre un tel système. Malgré tout, il aura fallu une décennie pour abandonner cette politique désastreuse.

³ Sommet organisé au Mexique en 2002, portant sur les réformes relatives au libre-échange et appelant les gouvernements à prendre leurs responsabilités en échange de l'octroi d'une aide et de l'annulation de leur dette.



Le "mot d'ordre" relatif aux réductions de la masse salariale constituait la seconde composante des PAS. Cette politique menée par la Banque mondiale et les bailleurs de fonds a eu pour conséquence directe la fermeture d'établissements destinés à la formation des enseignants, le gel du recrutement de nouveaux enseignants ainsi que des coupures de salaires. Aujourd'hui encore, les syndicats d'Afrique et d'Asie continuent de pointer du doigt les effets néfastes sur le long terme qu'ont eu les PAS sur leurs systèmes d'éducation.

Pour diverses raisons, la question du financement est absolument capitale pour la communauté enseignante. Y aura-t-il décentralisation? Qui influence les niveaux de financement? Quel est le rôle des ONG et des bailleurs de fonds? Pour combien de temps les bailleurs de fonds maintiendront-ils leur engagement? Quelles sont leurs priorités?

En tentant d'apporter des réponses à ces questions, les syndicats d'enseignants sont confrontés à une pierre d'achoppement majeure car il est presque impossible de suivre les flux financiers, qu'ils proviennent des gouvernements ou de la communauté donatrice. Le rapport "Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH/sida", récemment publié par les Nations Unies montre qu'il " existe peu de données disponibles et de qualité sur les dépenses non gouvernementales et décentralisées ". En outre, " Les financements émanant

des bailleurs de fonds peuvent être variables et totalement imprévisibles." Enfin et surtout, "Il reste encore difficile de collecter des données relatives au décaissement de fonds provenant d'organisations donatrices; le cas échéant, les données recueillies sont souvent de qualité médiocre (ou peu fiable)." Dans ces conditions, il devient extrêmement difficile, voire impossible, pour les syndicats d'enseignants et les organisations de la société civile de jauger et d'évaluer le niveau de priorité, d'engagement et d'investissement réel accordé à l'éducation.

Investir dans l'éducation revient en grande partie à investir dans les individus. Il est donc particulièrement pertinent pour les syndicats de disposer d'informations concrètes sur les fonds entrants ainsi que sur les dépenses réelles engagées dans ce domaine. Les organisations donatrices sont de plus en plus enclines à communiquer des données budgétaires générales, notamment sur les dépenses récurrentes comme les salaires des enseignants. L'IE considère qu'il s'agit là d'une démarche positive. Cependant, les donateurs doivent s'engager sur le long terme. Il est également primordial que les gouvernements et leurs agences de financement assurent un degré élevé de transparence concernant leurs budgets pour l'éducation.

Les salaires des enseignants et des personnels d'éducation représentent 80 à 90% du budget des gouvernements en faveur de l'éducation. Dans ces conditions,

restera-t-il aux enseignants assez de "marge de manœuvre" pour négocier avec leur gouvernement une amélioration des conditions salariales et de travail? L'un des critères phare de l'Initiative de financement accélérée (FTI) reposait sur le fait que les salaires des enseignants ne doivent pas représenter plus de trois fois et demi le PIB par habitant. L'IE et ses affiliés ont fait part de leur inquiétude face à une telle exigence. En effet, en vue de s'y conformer, les gouvernements seraient contraints d'engager des enseignants moins qualifiés, ce qui aurait pour conséquence directe un effondrement de la qualité de l'éducation. Une telle tendance s'est déjà vérifiée en Inde et dans des pays francophones d'Afrique de l'Ouest. La formation insuffisante dont bénéficient les enseignants dits "volontaires", est utilisée comme prétexte pour justifier les bas salaires qui leur sont octroyés. L'IE et ses affiliés s'opposent à l'application d'une telle stratégie qui nuit à la qualité de l'éducation mais fait également du tort au pays dans son entièreté.

Dès lors, qui paie la facture de l'EPT? Quelle que soit la méthode utilisée, il est absolument nécessaire d'instaurer des consultations sur les politiques d'éducation et d'engager des négociations avec les syndicats d'enseignants concernant les questions salariales et les conditions de travail. Un partenariat solide visant à atteindre l'EPT, passe obligatoirement par l'établissement d'un processus de dialogue continu et par une transparence totale des actions.

2. Partenariats mondiaux pour l'éducation au VIH/SIDA

En 1989, Jonathan Mann, premier directeur du Programme mondial de lutte contre le SIDA de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), s'est adressé au Congrès mondial du Secrétariat professionnel international de l'éducation (SPIE), l'une des organisations fondatrices de l'IE. Devant des centaines d'enseignants venus du monde entier, il a abordé la question du VIH/SIDA et a dressé le tableau de la situation pour les décennies à venir. Malgré leur intérêt, un grand nombre des syndicalistes se sont demandés si Jonathan Mann ne s'était pas trompé d'auditoire et s'il n'aurait pas plutôt dû s'adresser à des médecins.

Quinze ans après, toutes les organisations d'enseignants affiliées à l'IE sont convaincues que les enseignantes et enseignants doivent apporter leur appui à la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA. Toutes ont conscience qu'elles peuvent et doivent jouer un rôle crucial dans la prévention du VIH/SIDA en partageant

les informations avec les collègues et les élèves, en sensibilisant davantage la communauté et en intégrant dans les programmes scolaires une éducation à la santé axée sur les compétences.

Les syndicats d'enseignants ont adopté des résolutions et des politiques relatives au VIH et au SIDA. Ils ont commencé à diffuser des informations et ont intégré des programmes de formation sur la prévention du VIH/SIDA dans leur travail quotidien.

L'IE soutient et promeut cette nouvelle orientation. En vue de fournir à ses membres les meilleurs services possibles, l'IE a formé de nouvelles coalitions afin d'avoir accès au savoir-faire nécessaire en matière de santé scolaire et de prévention du VIH/SIDA. Dès lors, l'IE a établi une relation de travail étroite avec l'OMS et Education Development Center ainsi qu'avec d'autres organismes. Un nouveau réseau de partenariats a ainsi été créé et cette collaboration a permis aux affiliés de l'IE d'élaborer leurs propres directives et recommandations en matière de politiques sur le VIH/SIDA, de programmes scolaires et de formation professionnelle.

En participant à des séminaires régionaux, les dirigeants syndicaux ont acquis les connaissances et les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des politiques relatives au VIH et au SIDA au sein de leurs

syndicats ainsi que pour travailler avec les ministères de la Santé et /ou de l'Éducation en vue d'améliorer les politiques nationales, les programmes scolaires et la formation. Une enquête portant sur les actions entreprises par les syndicats d'enseignants a montré des progrès considérables en la matière. Toutefois, les séminaires ont aussi révélé que les enseignants n'avaient ni la formation ni les ressources éducatives nécessaires pour mettre en œuvre des efforts de prévention efficaces. L'IE et l'OMS ont donc décidé de poursuivre leur partenariat pour soutenir les syndicats au niveau national. Elles ont ainsi développé ensemble et avec la participation des affiliés de l'IE, le Livre d'exercices pour la prévention du VIH à l'usage des enseignants. Les syndicats peuvent utiliser cet outil de référence dans le but de former des enseignants, afin d'apprendre à d'autres adultes à se protéger contre le VIH, pour plaider en faveur d'efforts de prévention efficaces dans les écoles ainsi que pour aider les élèves à acquérir les compétences nécessaires pour éviter de contracter le VIH.

Au début, les réunions entre les syndicats et les ministères n'étaient pas évidentes. Tout le monde semblait hésitant. Peu à peu, ces partenaires potentiels ont appris à se connaître et à surmonter les antagonismes « naturels ». Actuellement, dans de nombreux pays, les représentants des ministères de la Santé et de l'Édu-

Le VIH/SIDA au sommet de l'agenda politique de SADTU

Chaque numéro de la revue mensuelle du Syndicat démocratique des enseignants d'Afrique du Sud (SADTU) propose des articles sur le VIH/SIDA et contribue à sensibiliser ses 210 000 membres.



Les partenariats entre syndicats et gouvernement

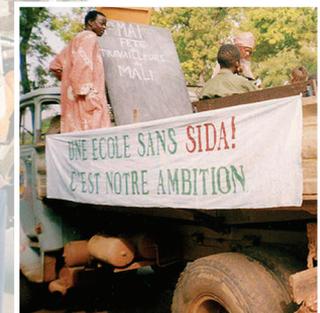
Au Rwanda, le ministère de l'Education a accordé un congé à tous les enseignants pour qu'ils assistent aux séminaires de formation organisés par les syndicats, tandis qu'au Sénégal, le ministère a décidé de financer la publication d'un grand nombre de manuels de formation destinés aux syndicats. En Zambie, le ministère a offert la collaboration d'experts médicaux dans le cadre des programmes de formation sur le VIH/SIDA dirigés par les syndicats.

cation font partie du Comité de pilotage des projets mis en place par les syndicats. Ils y apportent leur contribution, partagent des informations et cherchent les moyens de renforcer leur relation de travail aux niveaux national et local.

L'IE, l'OMS et leurs partenaires au niveau national ont montré l'efficacité de ces partenariats.



Manifestation des enseignants lors du Premier Mai - Mali 2003



IV. ETUDES DE CAS: DES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS QUI FONT LA DIFFERENCE

1. La motivation et l'engagement personnel au profit de la lutte contre le VIH/SIDA – GTU, Guyane

Gertrude James
Coordinatrice VIH/SIDA en Guyane



GUYANA
TEACHERS'
UNION
GTU

*“Nous
façonnons la
nation”*

“L'engagement personnel et la motivation seront décisifs pour lutter contre le VIH/SIDA. Je demande à tous les enseignants que je forme, de s'engager dans ce combat en laissant transparaître leur sensibilité la plus profonde, car il est question de la vie et de la mort d'êtres humains, de collègues, de proches et d'enfants.” Gertrude James, du Syndicat d'enseignants de Guyane (GTU), parle en connaissance de cause. En tant que coordinatrice VIH/SIDA du GTU, c'est en effet dans son vécu personnel qu'elle puise toute sa motivation et son dynamisme pour mettre en œuvre les activités du programme pour la prévention du VIH/SIDA.

“Les raisons qui me poussent à poursuivre le combat sont profondément ancrées dans mon histoire personnelle.

Tout commence avec ma voisine. Elle et moi étions très proches. Nous partagions beaucoup de choses. Un jour elle a déménagé dans la capitale, Georgetown, où elle a vécu pendant quelques années. A son retour dans notre région, tous ses amis et sa famille ont remarqué qu'elle avait changé. Sa santé s'est graduellement détériorée. Ses cheveux ont commencé à tomber, sa peau à se ternir. Elle a consulté un médecin, mais elle est restée évasive sur sa maladie. Je me suis doutée que quelque chose n'allait pas, mais je n'ai pas osé lui demander si cela pouvait avoir un lien quelconque avec le virus. J'étais ignorante. A vrai dire, l'idée même de la toucher m'éffrayait tant j'avais peur d'être contaminée à mon tour. Alors, j'ai commencé à l'éviter, comme le reste de ses amis et comme ses propres enfants. Elle devait bien se rendre compte de ce que nous pensions tous. Elle a progressivement été mise à l'écart. Elle a fini par perdre toute envie de vivre. Puis, elle s'est éteinte. Seule. Cela me trouble encore aujourd'hui de savoir que personne, pas même moi, ne lui a tendu la main. Nous l'avons tous laissé mourir dans la solitude.

Quand j'ai entendu parler du programme de GTU sur la prévention du VIH, j'ai pensé qu'il s'agissait là d'une opportunité unique de m'impliquer dans ce combat. Le fait que le syndicat m'ait donné la possibilité de devenir coordinatrice nationale représente une chance inouïe. Ce programme est l'occasion pour nous, enseignants, d'apporter notre contribution pour sauver des vies et protéger nos collègues et les élèves.

Je suis convaincue que le succès du programme pour la prévention du VIH dépend en grande partie de la motivation et de l'engagement personnel des participants. Cet engagement est primordial car une fois formés, les enseignants doivent œuvrer sans relâche pour sensibiliser leurs collègues et élèves au sein des écoles. Il leur faut également persuader les proviseurs d'accorder des plages horaires dans le programme scolaire pour des activités de prévention du VIH. Ils doivent aussi convaincre les associations Parents-Enseignants qu'un tel programme est bénéfique pour leurs enfants, car son objectif est de doter les élèves des compétences nécessaires pour se protéger de pratiques sexuelles à risques et non pas de les encourager à avoir des relations sexuelles. Nous devons nous assurer que le programme peut compter sur leur soutien. J'ai également constaté que bon nombre d'enseignants formés s'impliquent aussi au sein des communautés ou dans les paroisses locales. En résumé, pour faire véritablement la différence, les enseignants formés doivent faire preuve d'une motivation infaillible.

Le GTU a de grandes ambitions. Le syndicat vise à former plus de 600 enseignants “points focaux” en une année, afin de sensibiliser 70% des écoles du territoire national. Il semble que cet objectif soit en phase d'être réalisé. Le ministère de l'Education a accordé un congé aux enseignants pour qu'ils participent aux ateliers de formations. Globalement, il existe une bonne coopération entre le ministère et le syndicat. Le ministère de la Santé apporte



quant à lui, une assistance technique au GTU pour la mise en œuvre de son projet. En outre, le GTU bénéficie d'un soutien politique inconditionnel à tous les échelons de l'organisation.

Mais surtout, les participants aux formations sont tous extrêmement enthousiastes et motivés de pouvoir démarrer dans leurs écoles, des activités de formation à l'attention de leurs collègues et élèves. Nous recevons beaucoup d'échos positifs sur les ateliers. Il n'est pas toujours aisé d'aborder les questions liées aux relations sexuelles, même dans le cadre d'ateliers syndicaux. Il est donc primordial que les participants se sentent à l'aise afin de parler librement et d'engager des débats ouverts et sincères. Cependant, on ne peut arriver à créer un tel climat qu'en faisant soi-même preuve d'ouverture d'esprit et de franchise. C'est exactement pour cette raison que je débute toujours ces rencontres, en partageant avec les participants mon vécu personnel et en relatant l'histoire de ma voisine."

Gertrude est déjà en route pour son prochain atelier de formation, qui se déroule cette fois-ci, à l'intérieur du pays.

"Et chaque jour, je pense à ma voisine. Je me dit qu'un seul mot gentil, un seul signe d'amour peut donner envie à une personne de vivre un jour de plus."



Elèves guyanais - Mission d'évaluation de l'IE en 2004

Guyane Le GTU est impliqué dans le programme VIH/SIDA depuis 2004

Enseignants formés à la prévention du VIH:	985
Ecoles sensibilisées:	700
Population totale (millions), 2004:	0,767
Population en dessous de 15 ans (% du total), 2002:	30
Espérance de vie à la naissance (en années), 2002:	63,2
Prévalence du VIH (% 15-49 ans), 2003:	2,5 [0,8-7,7]
Nombre d'adultes (15-49 ans) séropositifs avancés sous thérapie ARV, en juin 2004:	251
Estimation du nombre d'adultes (15-49 ans) nécessitant un traitement en 2003:	2.000
Dépenses publiques pour la santé (% du PIB), 2001:	4,2
Taux d'alphabétisme des adultes (%15 ans et plus), 2002:	96,5 ¹
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (%), 2001/02:	98
Dépenses publiques pour l'éducation (% du PIB), 1999-2001:	4,1 ²
PIB par habitant (US\$), 2002:	937

Sources: Rapport Mondial sur le Développement Humain 2004, UNDP / Division de la population des Nations Unies/ OMS, IE/GTU

¹ Données du Secrétariat de la communauté des Caraïbes, basées sur des sources nationales.

² Ces données sont basées sur une estimation de l'Institut des statistiques de l'UNESCO, lorsqu'une estimation nationale n'est pas disponible.

IV. DES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS QUI FONT LA DIFFERENCE

2. La lutte contre le SIDA joue un rôle décisif dans la réalisation de l'EPT – ZNUT Zambie

Roy Mwaba,
Secrétaire général de ZNUT (Zambia
National Union of Teachers)



Officiellement, un cinquième de la population zambienne (âgée de plus de 15 ans) est séropositive. Cinq cent mille enfants ont été rendus orphelins à cause du SIDA et ce chiffre atteindra un million en 2010. Entre 1990 et 2000, la "maladie qui tue" a fait chuter l'espérance de vie de 44 à 33 ans, ce qui vaut à la Zambie de détenir le taux d'espérance de vie le plus bas au monde.

Le secteur de l'éducation n'a pas été épargné par la pandémie. Chaque année, près de 800 enseignants décèdent de maladies liées au VIH et au SIDA. "L'impact du SIDA sur nos 45,000 enseignants

est considérable," a déclaré Roy Mwaba, Secrétaire général du Syndicat national des enseignants de Zambie (ZNUT). "Si rien n'est fait, dans cinq ans, 10% des enseignants auront disparu. Ce chiffre atteindra 20% dans dix ans."

L'impact du SIDA est perceptible au quotidien dans les écoles. De nombreux enseignants doivent assurer deux classes au lieu d'une seule. S'il est déjà difficile d'enseigner à une classe de 70 élèves; il est littéralement impossible de dispenser un cours à 130 élèves à la fois. Les enseignants doivent faire face à une surcharge de travail grandissante, car le gouvernement ne remplace pas leurs collègues malades ou décédés. "Le gouvernement dit qu'il n'y a pas d'argent. La Zambie est l'un des pays les plus pauvres de la planète. Le secteur de l'éducation est en grande partie financé par le biais de projets soutenus par des organisations donatrices ainsi que par des prêts alloués par des institutions internationales, telles que la Banque mondiale et le FMI. Ces financements servent à toutes sortes de projets en lien avec l'éducation, qu'il s'agisse de prévention du VIH ou de réduction de la pauvreté, mais ils ne couvrent aucuns salaires," a observé Roy Mwaba.

En conséquence, les 10,000 enseignants qui ont obtenu leur diplôme au cours des quatre dernières années, sont au chômage.

Le gouvernement reconnaît les efforts consentis par le ZNUT pour lutter contre le VIH/SIDA. Avec le soutien de l'IE et de l'OMS, le syndicat s'est lancé en 2000 dans un vaste programme de prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire, élaboré pour une période de cinq ans et appuyé par les ministères de l'Éducation et de la Santé. Ce programme permet aux enseignants formés d'aborder avec confiance les questions relatives à la prévention du VIH et du SIDA avec leurs collègues, les jeunes adultes et toute la communauté éducative.

Le syndicat s'applique également à combattre l'ignorance. "L'ignorance alimente la discrimination à l'égard des personnes affectées par le VIH/SIDA. En conséquence, la discrimination dissuade les personnes de se faire dépister et de reconnaître qu'elles sont atteintes par le VIH."

Le ZNUT a convaincu le gouvernement d'autoriser les enseignants affectés par le VIH et le SIDA, à continuer d'exercer leur profession. "Il est important que les enseignants montrent que le SIDA est une maladie comme une autre et que les personnes affectées peuvent tout à fait continuer à vivre et à travailler," a souligné Roy Mwaba.

L'autre victoire du syndicat d'enseignants repose sur l'inclusion dans le programme scolaire, de modules



sur la prévention du VIH/SIDA. Soutenu par l'IE, le ZNUT a développé du matériel pédagogique qui traite de la question du VIH/SIDA. "Cette initiative a eu un impact parce que notre syndicat est dynamique et que nous proposons des solutions", poursuit Mwaba.

Le ZNUT a joué un rôle de premier plan dans la campagne en faveur de la prévention du VIH/SIDA, alors même qu'à l'époque, le gouvernement minimisait la menace que faisait peser la pandémie sur le pays. Aujourd'hui, tandis qu'en Zambie le SIDA fait 200 victimes par jour, le gouvernement soutient le programme du ZNUT.

Selon Roy Mwaba, il est tout à fait normal que les enseignants mettent en œuvre des activités de prévention du VIH/SIDA. "C'est même notre devoir de le faire dans un pays où la pandémie a un impact considérable sur le secteur de l'éducation. Il en va de l'avenir de nos enfants, du futur de notre pays."



Zambie Le ZNUT est impliqué dans le programme VIH/SIDA depuis 2001

<i>Enseignants formés à la prévention du VIH:</i>	4.220
<i>Ecoles sensibilisées:</i>	343
<i>Population totale (millions), 2004 :</i>	10,924
<i>Population en dessous de 15 ans (% du total), 2002:</i>	46,5
<i>Espérance de vie à la naissance (en années), 2002:</i>	32,7
<i>Prévalence du VIH (% 15-49 ans), 2003:</i>	16,5 [13,5 - 20,0]
<i>Nombre d'adultes (15-49 ans) séropositifs avancés sous thérapie ARV, en juin 2004:</i>	8.500
<i>Estimation du nombre d'adultes (15-49 ans) nécessitant un traitement en 2003:</i>	140.000
<i>Dépenses publiques pour la santé(% du PIB), 2001:</i>	3,0
<i>Taux d'alphabétisme des adultes (%15 ans et plus), 2002 (IDH), 2002:</i>	79,9
<i>Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (%), 2001/02:</i>	66
<i>Dépenses publiques pour l'éducation (% du PIB), 1999-2001:</i>	1,9
<i>PIB par habitant (US\$), 2002:</i>	361

Sources: Rapport Mondial sur le Développement Humain 2004, UNDP / Division de la population des Nations Unies/ OMS, IE/ZNUT

IV. DES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS QUI FONT LA DIFFERENCE

3. Une éducation pour chaque enfant – EER et SNEP Rwanda

Jeanne d'Arc Mujawamaliya,
Coordinatrice VIH/SIDA au Rwanda



Jeanne, 43 ans, est directrice des centres scolaires de Mataba et Nyarubuye. Ce sont des écoles primaires regroupant des élèves de 7 à 15 ans. Maman de cinq enfants, elle est également représentante du Syndicat national des enseignants du primaire (SNEP) du Rwanda, présidente du conseil national des femmes et coordinatrice VIH/SIDA de la province de Kibuye.

En tant que coordinatrice provinciale, Jeanne est responsable du bon déroulement de toutes les activités de formation en lien avec le VIH/SIDA de sa province et doit régulièrement rendre des comptes au coordinateur national de projet basé

à Kigali. Elle essaie aussi de rencontrer les enseignants formés dès que possible pour évaluer l'impact de leur formation, répondre à leurs questions et les conseiller. Elle organise aussi des activités de sensibilisation pour les enseignants et la communauté et s'implique dans la création de clubs « anti-SIDA » dans chaque école.

Le Rwanda reste fondamentalement marqué par le génocide de 1994 qui a fait plus d'un million de victimes (1/8e de la population). Le système scolaire rwandais s'est complètement effondré: toutes les écoles ont été détruites ou sérieusement endommagées et de nombreux enseignants sont décédés ou partis en exil. Ainsi, sept enseignants ont été assassinés dans le centre rural d'éducation où Jeanne enseignait à l'époque. Le génocide a aussi contribué à la propagation du VIH/SIDA dans le pays, car le viol était utilisé comme arme de guerre.

En 2002, Jeanne est devenue formatrice de formateurs à la prévention du VIH. Elle est maintenant responsable de toutes les activités de formation des enseignants de sa province. En 2003, elle a organisé une formation provinciale pour 20 enseignantes et enseignants qui ont, à leur tour, formé des points focaux à raison d'un

dans chaque école primaire. Ces points focaux font profiter leurs collègues enseignants des compétences acquises. Aujourd'hui, toutes les écoles du pays disposent d'un point focal VIH/SIDA et plus de 8.000 enseignants ont été formés à la prévention du VIH.

L'éducation au VIH/SIDA a été introduite dans les écoles primaires en 2002 à l'arrivée du projet des deux syndicats d'enseignants du primaire rwandais: le Syndicat national des enseignants du primaire (SNEP) et les Equipes enseignantes du Rwanda (EER). Il s'agit du seul projet se centrant sur la prévention du VIH dans l'enseignement primaire et mettant l'accent sur le changement de comportements des enseignants et des élèves au moyen de développement de compétences.

Jeanne se bat également pour la prise en charge par l'Etat et les autorités de la province des très nombreux orphelins du SIDA. Les enfants – et particulièrement les filles – des familles touchées par le SIDA sont souvent retirés de l'école, pour compenser les pertes de revenus et de main d'œuvre dues à la maladie des parents, pour prendre soin des membres de la famille qui sont malades et s'occuper du ménage. Les familles



touchées par le SIDA retirent aussi parfois leurs enfants de l'école lorsqu'elles n'ont plus les moyens de payer les frais de scolarité. Or, les écoles du Rwanda, comme dans beaucoup d'autres pays en développement, comptent souvent sur ces frais de scolarité pour payer le salaire des enseignants.

Aujourd'hui le souhait de Jeanne est de voir tous les enfants rwandais scolarisés, afin qu'ils aient accès aux connaissances essentielles sur le VIH/SIDA et puissent développer les compétences nécessaires pour pouvoir faire des choix sains et réfléchis dans leur vie quotidienne, éviter les situations à risque et se protéger contre le VIH.



Pratique d'un exercice à l'école Rubengera, Kibuye- Mission VIH/ SIDA de l'IE au Rwanda 2004

RWANDA EER et SNEP sont impliqués dans le programme VIH/SIDA depuis 2002

<i>Enseignants formés à la prévention du VIH:</i>	8.194
<i>Ecoles sensibilisées:</i>	2.800
<i>Population totale (millions), 2004:</i>	8.481
<i>Population en dessous de 15 ans (% du total), 2002:</i>	45,2
<i>Espérance de vie à la naissance (en années), 2002:</i>	38,9
<i>Prévalence du VIH (% 15-49 ans), 2003:</i>	5,1 [3,4-7,6]
<i>Nombre d'adultes (15-49 ans) séropositifs avancés et sous thérapie ARV, en juin 2004:</i>	2.140
<i>Estimation du nombre d'adultes (15-49 ans) nécessitant un traitement en 2003:</i>	36.000
<i>Dépenses publiques pour la santé(% du PIB), 2001:</i>	3,1
<i>Taux d'alphabétisme des adultes (%15 ans et plus), 2002:</i>	69,2
<i>Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (%), 2001/02:</i>	84
<i>Dépenses publiques pour l'éducation (% du PIB), 1999-2001:</i>	2,8 ¹
<i>PIB par habitant (US\$), 2002:</i>	212

Sources: Rapport Mondial sur le Développement Humain 2004, UNDP / Division de la population des Nations Unies/ OMS, IE/EER/SNEP

¹ Ces données sont basées sur une estimation de l'Institut des statistiques de l'UNESCO, lorsqu'une estimation nationale n'est pas disponible.

IV. DES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS QUI FONT LA DIFFERENCE

4. Un environnement scolaire accueillant et un enseignement pertinent- PRTU, Inde (Andra Pradesh)

Un environnement scolaire accueillant et un enseignement pertinent- PRTU, Inde (Andra Pradesh)



A quoi cela sert-il d'inscrire un grand nombre d'enfants à l'école, s'ils quittent presque aussitôt le milieu scolaire? Le Syndicat d'enseignants PRTU en Inde, s'est intéressé à la problématique de l'abandon scolaire dans la région densément peuplée d'Andra Pradesh.

L'étude réalisée par l'organisation d'enseignants PRTU et menée dans trois districts d'Andra Pradesh, fait ressortir que sur les 90% d'enfants qui démarrent une scolarité, plus de la moitié d'entre eux quitte les bancs de l'école avant d'arriver au terme du cycle

primaire. Sur les 40% d'élèves restants qui entrent en secondaire, 70% finissent aussi par abandonner leurs études en cours de route.

"La plupart des parents ne réalise pas, surtout s'ils sont eux-mêmes illettrés, l'importance de l'éducation," a déclaré Sudhakar Reddy, le Secrétaire général du PRTU. Les syndicats d'enseignants se sont toutefois rendus compte que les parents n'avaient peut-être pas tout à fait tort. En effet, les classes sont surchargées, les bâtiments tombent en ruine, il n'y a pas d'eau, pas de matériel pédagogique, les enseignants n'ont souvent aucune qualification, ils manquent de motivation et sont parfois même impolis... L'école n'est donc pas vraiment un lieu accueillant pour les enfants et cette description est révélatrice de la situation que connaissent la plupart des écoles du pays.

L'éducation en Inde est gratuite. Cependant, les parents doivent payer les livres et l'uniforme de l'élève. Dans les familles très défavorisées, la comparaison entre ces coûts et les quelques roupies qu'un enfant peut ramener dans le foyer s'il travaille, pousse les enfants à interrompre leur scolarité. Le PRTU a entrepris de rendre les écoles plus accueillantes et l'enseignement plus pertinent afin de maintenir les élèves scolarisés. Le syndicat, qui représente 90% des enseignants d'Andra Pradesh, a lancé des formations à l'attention de ses membres afin de les sensibiliser

au rôle crucial qu'ils jouent dans ce processus. Les enseignants sont, pour la plupart, issus des castes les plus hautes de la société. Dans ces formations, ils apprennent à accueillir convenablement tous les enfants -y compris les "intouchables".

Par le biais d'un comité sur l'éducation composé d'enseignants et d'employés du PRTU, le syndicat s'est également penché sur la question du programme scolaire. L'une des recommandations formulées porte sur l'enseignement en langue locale. En effet, l'Inde compte seize langues officielles ainsi que des centaines de dialectes. En outre, le comité a proposé des changements relatifs à la formation des enseignants.

Depuis que l'organisation d'enseignants PRTU est impliquée dans le programme de l'IE sur l'EPT, ses relations de travail avec les autorités éducatives d'Andra Pradesh se sont améliorées. Le PRTU est désormais un partenaire officiel du gouvernement dans la mise en œuvre des actions nationales en faveur de l'Education Pour Tous.

Le gouvernement a entamé des travaux de réhabilitation de bâtiments scolaires. Une loi a également été adoptée pour s'assurer que les écoles sont situées à moins d'un kilomètre des communautés. Afin de rendre l'école plus attractive, les gouverne-



ments locaux ont aussi mis en œuvre des initiatives telles que la gratuité des repas scolaires.

Certes, le nombre d'inscriptions a considérablement augmenté. Cependant, un million d'enfants ne sont toujours pas scolarisés sur les 72 millions d'habitants que compte l'Andra Pradesh. Le PRTU encourage donc les enseignants à sensibiliser la population aux avantages de l'éducation, par le biais de spectacles

et d'animations théâtrales. Les enseignants vont également à la rencontre des parents en faisant du porte à porte. En outre, le PRTU continue de mettre l'accent sur la qualité de l'éducation plutôt que de s'attarder exclusivement sur les chiffres relatifs au nombre d'enfants scolarisés.



INDE Les syndicats AIFTO et AITPF sont impliqués dans le programme sur l'EPT depuis 2003

<i>Population totale (millions), 2004:</i>	1.081.229
<i>Population en dessous de 15 ans (% du total), 2002:</i>	33,3
<i>Espérance de vie à la naissance (en années), 2002:</i>	63,7
<i>Prévalence du VIH (% 15-49 ans), 2003:</i>	0,9 [0,5 – 1,5]
<i>Nombre d'adultes (15-49 ans) séropositifs avancés et sous thérapie ARV, en juin 2004:</i>	21.000
<i>Estimation du nombre d'adultes (15-49 ans) nécessitant un traitement en 2003:</i>	710.000
<i>Dépenses publiques pour la santé (% du PIB), 2001:</i>	0,9
<i>Taux d'alphabétisme des adultes (% 15 ans et plus), 2002:</i>	61,3 ¹
<i>Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (%), 2001/02:</i>	83 ²
<i>Dépenses publiques pour l'éducation (% du PIB), 1999-2001:</i>	4,1
<i>PIB par habitant (US\$), 2002:</i>	487

¹ Données de recensement.

² Ces données se réfèrent à l'année scolaire 2000/01

Sources: Rapport Mondial sur le Développement Humain 2004, UNDP / Division de la population des Nations Unies/ OMS, IE/AIFTO/AITPF

I. GLOSSAIRE EPT-VIH/SIDA

AGCS	<i>Accord général sur le commerce des services</i>
APD	<i>Aide publique au développement</i>
BM	<i>Banque mondiale</i>
CME	<i>Campagne mondiale pour l'éducation</i>
EDC	<i>Education Development Center</i>
EPT	<i>Education Pour Tous</i>
FNV	<i>Federatie Nederlandse Vakbeweging, Confédération des syndicats néerlandais</i>
FMI	<i>Fonds monétaire international</i>
FTI	<i>Initiative accélérée de la Banque mondiale en faveur de l'éducation (Fast Track Initiative for Education)</i>
G8	<i>Groupe représentant les huit pays les plus industrialisés du monde</i>
IE	<i>Internationale de l'Education</i>
IST	<i>Infection sexuellement transmissible</i>
OMD	<i>Objectifs du millénaire pour le développement</i>



ONG	<i>Organisation non gouvernementale</i>
OSC	<i>Organisation de la société civile</i>
OMS	<i>Organisation mondiale de la santé</i>
PAS	<i>Politiques d'ajustement structurel</i>
PIB	<i>Produit intérieur brut</i>
PNB	<i>Produit national brut</i>
PRSP	<i>Programme stratégique de réduction de la pauvreté</i>
RMS	<i>Rapport mondial de suivi sur l'Éducation Pour Tous</i>
SPIE	<i>Secrétariat professionnel international de l'enseignement</i>
SIDA	<i>Syndrome d'immunodéficience acquise</i>
SWAP	<i>Approches sectorielles dans le secteur de l'éducation</i>
VIH	<i>Virus d'immunodéficience humaine</i>

II. LISTE DES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS IMPLIQUES DANS LE PROGRAMME EPT/SIDA DE L'IE

Afrique

- **South African Democratic Teachers Union** – SADTU (Afrique du Sud)
- **Botswana Teachers' Union** - BTU (Botswana)
- **Syndicat National des Enseignants Africains du Burkina** - SNEAB (Burkina Faso)
- **Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur** - SNESS (Burkina Faso)
- **Syndicat National de l'Enseignement Primaire Public de Côte d'Ivoire** - SNEPPCI (Côte d'Ivoire)
- **Syndicat National des Enseignants d'Education Permanente de Côte d'Ivoire** - SYNADEEPCI (Côte d'Ivoire)
- **Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur** - SYNARES (Côte d'Ivoire)
- **Syndicat National des Enseignants du Second Degré de Côte d'Ivoire** - SYNESCI (Côte d'Ivoire)
- **Ethiopian Teachers' Association** – ETA (Ethiopie)
- **Fédération Syndicale Professionnelle de l'Education** - FSPE (Guinée)
- **Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée** - SLECG (Guinée)
- **Kenya National Union of Teachers** – KNUT (Kenya)
- **Lesotho Association of Teachers** – LAT (Lesotho)
- **Teachers' Union of Malawi** – TUM (Malawi)
- **Syndicat National de l'Education et de la Culture** - SNEC/UNTM (Mali)
- **Namibia National Teachers' Union** – NANTU (Namibie)
- **Syndicat National des Enseignants du Niger** – SNEN (Niger)
- **Equipes Enseignantes du Rwanda** - EER (Rwanda)
- **Syndicat National des Enseignants du Primaire** - SNEP (Rwanda)
- **Syndicat National de l'Enseignement Élémentaire** - SNEEL (Sénégal)



- **Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal** - SUDES (Sénégal)
- **Syndicat des Professeurs du Sénégal** - SYPROS (Sénégal)
- **Union Démocratique des Enseignants du Sénégal** - UDEN (Sénégal)
- **Swaziland National Association of teachers** – SNAT (Swaziland)
- **Tanzania Teachers' Union** – TTU (Tanzanie)
- **Uganda National Teachers' Union** – UNATU (Ouganda)
- **Zambia National Union of Teachers** – ZNUT (Zambie)
- **Zimbabwe Teachers' Association** – ZIMTA (Zimbabwe)

Caraïbes

- **Guyana Teachers Union** – GTU (Guyane)
- **Confédération Nationale des Édicateurs d'Haïti** - CNEH (Haïti)

Amérique Latine

- **Confederación de Trabajadores de Educación Urbana de Bolivia** – CTEU-B (Bolivia)
- **Unión Nacional de Educadores** – UNE (Equateur)
- **Sindicato Unitario de Trabajadores de la Educación peruana** – SUTEP (Pérou)

Asie

- **All Indian Federation of Teachers Organisations** – AIFTO (Inde)
- **All India Primary Teachers Federation** – AIPTF (Inde)

EDUCATION POUR TOUS VIH ET SIDA

La réponse des syndicats d'enseignants



EDUCATION INTERNATIONAL
INTERNATIONALE DE L'EDUCATION
INTERNACIONAL DE LA EDUCACIÓN

L'Internationale de l'Éducation est une organisation syndicale mondiale de personnels de l'éducation dont les 29 millions de membres représentent tous les secteurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, par le biais de ses 338 organisations dans 166 pays et territoires.

Siège
5, Bd du Roi Albert II
1210 Bruxelles, Belgique
Tél +32 2 224 06 11
Fax +32 2 224 06 06
headoffice@ei-ie.org
<http://www.ei-ie.org>

